



défis Sud

Numéro 125 Bimestriel juin, juil. 2015 (ne paraît pas en août) Rue aux Laines, 4 1000 Bruxelles Bureau de dépôt Bruxelles X N° d'agrément: P307409

DOSSIER
Se nourrir demain
Les alternatives
agricoles positives

BOLIVIE
Un tournant
agroproductiviste

ANALYSE
Santé publique
contre brevets privés



édito

Rêver, créer, s'engager ...

(Inspiré de la tirade du Non Merci,
«Cyrano de Bergerac», Edmond Rostand)

Tandis que la moitié des aliments sains des pays industrialisés sont gaspillés, plus de 800 millions de personnes sont sous-alimentées et plus de deux milliards sont atteintes de sous-nutrition...

Et que faudrait-il faire?

- | Fermer les yeux sur les 3 millions d'enfants qui meurent à cause de la faim chaque année?
- | Tolérer que ce soient essentiellement des paysans qui souffrent de la faim?
- | Se laisser embrumer par les géants de l'agrobusiness pour qui le devenir des pays en voie de développement passe par les OGM, au détriment des plantes indigènes?
- | Renoncer à une alimentation saine et équilibrée, à la conservation de la biodiversité agricole mondiale et à l'utilisation durable des ressources naturelles?

Non merci!

- | Libéraliser les marchés des denrées alimentaires?
- | Spéculer sur la nourriture?
- | Se résigner à l'accaparement des terres?

Non merci!

- | Accroître le budget de 13 milliards d'euros déjà consacré à la bunkérisation de l'Europe¹ pour lutter contre l'immigration, alors que les budgets de coopération fondent comme neige au soleil?
- | Laisser le contrat commercial l'emporter sur le contrat social dans les libres échanges internationaux?
- | Abjurer, laisser faire et menacer les générations futures?

Non, merci! Non, merci! Non, merci!

Mais... rêver, créer, s'engager, lutter, prendre la plume, porter la voix,
Avoir le regard ferme, le discours méthodique,
Convaincre sa famille, ses amis, ses collègues, ... et les décideurs,
Soutenir des projets équitables,
Replacer l'économie au service de l'homme,
Favoriser les investissements qui brisent le cercle vicieux de la pauvreté,
Renouer avec le rythme des saisons en harmonie avec la nature,
Repositionner l'humain au cœur de son aventure,
Et regarder l'avenir en sachant que les continents du Sud font partie du nôtre...



L'éditorial d'Olivier Hauglustaine
Secrétaire général
de SOS Faim Belgique

**Replacer
l'économie
au service
de l'homme.**

1 Collectif «Migrants Files» - Journal «Libération» du 18 juin 2015

Les Burundais se libèrent du fatalisme

Extraits du discours de Deogratias Niyonkuru, secrétaire général d'Adisco, lauréat du prix Roi Baudouin (2014 - 2015) pour le développement en Afrique.

En 2004, après 32 ans d'exil, lorsque j'ai décidé de rentrer au Burundi pour enterrer mon père, j'ai découvert que dans ma famille élargie, deux personnes luttent contre la mort car il leur manquait 200 francs burundais (10 centimes d'euro maintenant) pour se faire soigner d'une malaria. Cette scène révoltante fut le point de départ de l'aventure Adisco: l'association Appui au Développement Intégral et à la Solidarité sur les collines, qui vient d'être honoré par le prix Roi Baudouin pour le développement en Afrique (...)

Ce prix est avant tout celui des paysannes et des paysans burundais qui se battent jour et nuit pour faire face à l'adversité, à l'insécurité, pour résister au fatalisme et à la mendicité dans des conditions de précarité extrême.

Le Burundi vit à nouveau dans la peur et connaît une flambée de violence. Nous souhaitons montrer à la face du monde que le peuple burundais n'est pas un peuple de sauvages. C'est un peuple fier et courageux qui peut réaliser des miracles et tirer de quelques ares de terre les moyens suffisants pour mener une vie digne.

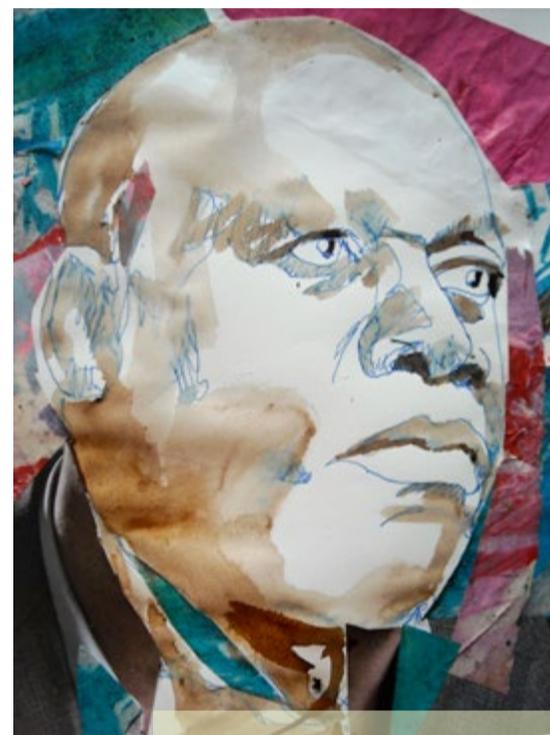
La situation est dramatique. Statistiquement, le pays vient au troisième rang des plus pauvres de la planète et 70% de la population y vivent en dessous du seuil de pauvreté. Pour une population qui dépend à 90% de l'agriculture, 30% des paysans disposent de moins de 20 ares de terres. Imaginez le génie dont doit faire preuve ce peuple pour nourrir, habiller, soigner et scolariser une moyenne de six personnes par ménage. La production est tellement faible que la grande majorité de

la population mange à peine une fois par jour. Par conséquent, 58% de la population souffre de malnutrition, avec les graves conséquences que cela entraîne sur la production et le développement intellectuel, ce qui boucle ainsi le cycle vicieux de la pauvreté.

Comment s'étonner du fait que, vivant dans une telle misère, les paysans deviennent les otages des politiciens qui leur font miroiter des promesses fallacieuses? La loyauté politique s'achète contre quelques sous et les jeunes n'hésitent pas à rejoindre des bandes armées dans l'espoir de se faire une vie, "De toute manière, nous sommes déjà morts" disent-ils.

Le principal succès de l'ADISCO aura été surtout de redonner de la dignité aux gens, de les tirer de l'esprit de mendicité et leur donner la fierté de réussir par eux-mêmes, en se fondant sur leurs valeurs et leurs talents. Notre fierté aura été aussi la structuration d'organisations qui, progressivement pilotent l'essentiel de leurs actions d'auto-développement et de leur donner une voix ainsi que la capacité de négociation avec les autres intervenants et les pouvoirs publics. Et au final, nous avons pu renforcer la cohésion sociale des populations déchirées par des conflits fonciers interminables exacerbés par les conflits politico-ethniques! C'est particulièrement important dans le contexte actuel.

La leçon la plus importante, est que le développement doit viser avant tout la restauration de la dignité des hommes et des femmes. L'apport massif de technologies et d'argent ne changera pas le visage de la pauvreté, si on ne remet pas l'homme au centre des pratiques. Je peux témoigner qu'une telle approche, quand elle déclenche le déclic de la fierté chez les gens pauvres, suffit à elle seule à les libérer du joug de la pauvreté (...). ♦



Deogratias Niyonkuru.
Illustration © Yves Dewulf.

Lisez le discours complet

sur le site de l'Adisco
www.adisco.org
et du prix Roi Baudouin
www.kbprize.org

sommaire

n° 125

Directeur de la publication: Jean-Jacques Grodent. Rédacteur en chef: Pierre Coopman. Conseil éditorial: Laurent Biot, Christophe Brisme, François Cajot, Pierre Coopman, Freddy Destrait, Olivier Hauglustaine, Jean-Jacques Grodent, Marc Mees, Virginie Pissort, Claire Stoeckel, François Vandercam. Collaborateurs: Patrice Debry, Emmanuel De Loeu, Alizée du Bus, Laurent Delcourt, Inoussa Maïga, Miguel Mennig, Claire Stam, Nel Van Slijpe. Couverture: Jean-Louis Brocart / SOS Faim. Rédaction: Rue aux Laines, 4, 1000 Bruxelles. tél. 32 (0)2 511 22 38 Réalisation: Studio Marmelade. Impression: Daddy Kate. Défis-Sud est une publication de SOS Faim. Défis-Sud est un forum où des auteurs d'horizons divers s'expriment sur les thèmes du développement. Tous droits de reproduction réservés. Les articles n'engagent que leurs auteurs. Les titres et les sous-titres sont parfois de la Rédaction.

E-mail: pco@sosfaim.org Site web: www.sosfaim.org

Imprimé sur papier recyclé. Éditeur responsable: Olivier Hauglustaine - rue aux Laines, 4 - 1000 Bruxelles. Défis Sud bénéficie du soutien de la Direction générale de la coopération au développement (DGD).

DE BELGISCHE ONTWIKKELINGSSAMENWERKING .be



BOLIVIE

un tournant agroproductiviste

En Bolivie, le gouvernement d'Evo Morales cherche à ménager l'élite économique favorable à l'agrobusiness, quitte à revenir à des objectifs de production agricole purement quantitatifs.

6 - 9



ANALYSE

Santé publique contre brevets privés

L'accès équitable pour tous à la santé est contrecarré par le pouvoir exorbitant des lobbies pharmaceutiques et sa mainmise sur la science médicale.

28 - 29



AGIR

Un nouveau rapport dénonce les agissements de l'entreprise Feronia.

31

Dossier

10 - 27

Se nourrir demain



Dossier

10 - 27

Se nourrir demain

Les alternatives agricoles positives

Le renforcement organisationnel des acteurs de l'agriculture familiale est indispensable au développement des alternatives positives dans l'agriculture. Mais il ne faut pas négliger la construction d'un environnement politique et législatif favorable à ces initiatives.

10 - 13**Pas d'alternative sans mouvements sociaux**

Un débat croisé entre Miguel Altieri, spécialiste mondialement reconnu de l'agroécologie et Rajagopal, altermondialiste indien, sur les conditions de réussite des alternatives agricoles positives.

14-16

CUBA

Pas d'alternative durable sans conviction de l'État

Le réchauffement entre Cuba et les USA menace les alternatives proposées par les agriculteurs familiaux cubains. L'île offre de nouvelles opportunités commerciales et les USA y exportent déjà des denrées alimentaires.

17-18

BURKINA FASO

Breveter les alternatives positives

Au Burkina Faso, il est important de permettre aux paysans, aux personnes qui vivent dans la pauvreté, d'avoir librement accès aux techniques qui améliorent la production.

19-20

BOLIVIE

Modes de production alternatifs à El Alto

En Bolivie, l'horticulture urbaine et périurbaine est une alternative permettant de relever certains défis sociaux et écologiques.

21-22

BURKINA FASO

Innover sans abîmer

Au Burkina Faso, en responsabilisant les communautés paysannes avec des alternatives positives, les groupements Naam sont devenus l'outil de première ligne pour résoudre les problèmes des agriculteurs.

23-24

WALLONIE

Dépasser le « small is beautiful »

Reportage auprès des initiateurs d'alternatives positives agricoles en Wallonie : Terre en Vue, La Cuisine des champs et Ceinture Aliment-Terre.

24 - 27

Bolivie

Un tournant agroproductiviste

Un article de Laurent Delcourt
(Cetri)

Laurent Delcourt

Sociologue et historien,
chercheur au Cetri –
Centre tricontinental,
Louvain La-Neuve



Bien qu'il s'en défende, ne cessant de réaffirmer son appui à l'agriculture familiale et son souci d'en finir avec le *latifundio* dans l'est du pays, le gouvernement bolivien semble bel et bien avoir cédé aux sirènes de l'agroproductivisme. Le président Evo Morales, dans une situation économique moins favorable que durant son premier mandat, a manifestement scellé une nouvelle alliance productive avec les secteurs agro-industriels.

Vingt-deux avril 2015. Les festivités battent leur plein en Bolivie. Là-bas, plus qu'ailleurs, la journée internationale de la Madre Tierra est célébrée avec force réjouissances et commémorations. Chaque année, à ce moment, l'antique cité de Tiwanaku à l'ouest de La Paz se transforme en capitale culturelle du monde andin. Et comme à l'accoutumée, depuis son arrivée au pouvoir, Evo Morales s'y lance dans une longue diatribe mi-indigéniste, mi-environnementaliste, de rupture avec le capitalisme, réaffirmant les droits inaliénables de la Pachamama et son attachement au principe du *Vivir Bien*, pierre angulaire du nouveau modèle de développement «solidaire, inclusif, pluriel et environnementalement durable», que l'État plurinational entend construire.

En ce 22 avril, pourtant, à près d'un millier de kilomètres de là, à Santa Cruz de la Sierra, se jouait une tout autre partition. Dans les salles de réunion feutrées du deuxième «Sommet agropastoral», à l'abri des regards et des oreilles indiscretes, loin du brouhaha médiatique, du cérémonial et du folklore pachamamiste, étaient discutés, sous les auspices de la vice-présidence, les termes et les conditions d'une «nouvelle révolution productive nationale», aux accents plutôt néo-développementistes.

Révéléateur de l'écart qui sépare la rhétorique de la pratique, ou encore du conflit entre deux options de développement également privilégiées, mais inégalement investies, ce projet, censé propulser la Bolivie au rang de

grande puissance agricole régionale, risque d'avoir des conséquences désastreuses pour l'environnement et les communautés paysannes indigènes...

Retour aux objectifs quantitatifs

Postposé à plusieurs reprises, ce sommet agropastoral, intitulé *Sembrando Bolivia*, devait permettre à l'ensemble des acteurs de l'agriculture de trouver un terrain d'entente sur un programme de développement commun afin de répondre à un double défi: assurer l'auto-suffisance alimentaire et faire de la Bolivie un grand pays producteur et exportateur d'aliments d'ici dix ans. Officiellement, il devait baliser le chemin pour atteindre les objectifs de «sécurité alimentaire avec souveraineté» et de diversification de la matrice productive du pays, comme le prévoit l'Agenda patriotique 2025¹. Mais la priorité du gouvernement était bien plus pragmatique, sinon prosaïque. Elle avait été formulée de manière explicite deux ans plus tôt par le vice-président Álvaro García Linera dans le défi qu'il avait lancé aux représentants des secteurs de l'agrobusiness, réunis à la Chambre agropastorale de l'Orient: celui d'accroître la superficie cultivée à un rythme annuel d'1 million d'hectares sur une période de 10 ans, soit un triplement de la surface cultivée actuelle d'ici à 2025. Telle était en effet la véritable intention du gouverne-

1. Rendu public en août 2013 par Evo Morales, l'«Agenda patriotique du bicentenaire 2025» se présente comme un programme de gouvernement et un plan d'action commun sur dix ans. Il est censé poser les treize piliers d'une Bolivie «digne et souveraine». Parmi ceux-ci, l'on trouve l'éradication de l'extrême pauvreté, l'accès à la santé, à l'éducation et au sport, la souveraineté scientifique et technologique, productive et alimentaire, etc.



Comment concilier les droits inaliénables de la Pachamama avec la mécanisation de l'agriculture ?

Illustration © Agathe Dananai.

ment en décidant de convoquer ce sommet: se doter d'un accord et d'un plan d'action pour élargir la frontière agricole dans les départements de l'Orient, là où de vastes superficies de terre sont encore disponibles, pour accroître la production nationale (agriculture et élevage notamment), et mobiliser tous les acteurs locaux dans ce but (*La Razón*, 12 avril).

Objectifs quantitatifs, donc, auxquels ont répondu les grands opérateurs de l'agro-business en conditionnant leur participation à plusieurs exigences. Présentées dans la presse par le président de la Chambre agropastorale de l'Orient comme un ensemble de propositions indispensables à la réalisation de l'Agenda patriotique 2015, ces exigences se ventilent en quatre axes: la sécurité juridique >

À relire: le dossier de *Défis Sud* sur la Bolivie (janvier 2013)



La situation des zones rurales ne s'est que sensiblement améliorée en Bolivie.

L'exode rural continue vers les trois plus grandes villes du pays (La Paz et sa banlieue tentaculaire d'El-Alto, Cochabamba et Santa Cruz), alors que l'agriculture n'a pas atteint un niveau de mécanisation nécessaire pour être entretenue par peu de mains...

Mais les protagonistes interviewés dans ce dossier de *Défis Sud*, les municipalités, les producteurs agricoles et les ONG qui les soutiennent, travaillent chaque jour à l'édification d'une Bolivie meilleure.

www.sosfaim.org/be/publication/conflits-et-defis-de-la-bolivie-nouvelle/

- de la propriété foncière, l'utilisation des biotechnologies, et en particulier des semences transgéniques; la suppression des entraves à l'exportation; et l'amélioration des infrastructures routières et logistiques.

Finalement, après deux jours de débats tendus et face à l'opposition résolue des organisations paysannes et indigènes réunies en front commun, invitées sur le tard à participer au Sommet, seules deux des demandes de l'agrobusiness ont été satisfaites, à savoir la prolongation du contrôle de la FES (Fonction économique et sociale de la terre) de 2 à 5 ans et le report de 18 mois de l'obligation de s'inscrire au programme de « restitution des forêts » (*La Razon*, 26 avril 2015).

Une nouvelle alliance productive ?

Si les secteurs agro-industriels ne sont finalement pas parvenus à imposer l'ensemble de leurs priorités, et si aucun compromis n'a été trouvé sur l'élargissement de la frontière agricole, les organisations paysannes et indigènes ne doivent pas pour autant crier victoire. Car, comme le note Arturo Villanueva

Imaña, ce Sommet « ne constitue pas un événement ponctuel et isolé. C'est le résultat d'un long processus de négociations, de concessions et d'incitations que le gouvernement national et les entrepreneurs agro-industriels de l'Orient ont lancé voici plusieurs années... Nul n'ignore en effet que [les propositions de l'agrobusiness] ont trouvé une traduction dans diverses lois, dispositions qui les favorisent expressément et préférentiellement ». Et de rappeler que les concessions obtenues dans le cadre de ce Sommet, « qui prétend conférer aux accords le caractère d'un "mandat obligatoire", sont loin d'être dérisoires » (*Rebelión*, 2015).

Il en va ainsi par exemple de l'ambiguë Loi sur la révolution productive, promulguée en 2012, qui tend subrepticement à rouvrir une porte aux cultures transgéniques que la Constitution avait pourtant explicitement fermée ou encore du contrôle de la FES qui avait déjà été gelé lors un premier sommet, à la demande expresse des secteurs agro-industriels. En dépit des obligations qui lui sont imposées par la Constitution politique de l'État, le gouvernement donne ainsi l'impression de ménager la chèvre et le chou, faisant preuve d'un attentisme surprenant en ce qui concerne l'interdiction des OGM². Ce que confirme d'ailleurs le compromis boiteux trouvé lors de ce deuxième Sommet qui consiste tout simplement à reporter *sine die* toute décision définitive en la matière³.

Faut-il voir cette attitude étonnamment conciliante vis-à-vis des secteurs de l'agrobusiness, la volonté du gouvernement de ne pas se mettre à dos l'élite économique *cruceña*, voire d'obtenir son appui politique pour poursuivre le « processus de changement » amorcé en 2006 ? Sans doute, oui ! Les quelques modifications apportées *in extremis* à la dernière mouture de Constitution politique de l'État – soumise à référendum en 2009 – cherchaient déjà à ménager l'élite économique *cruceña*, et à préserver ainsi l'unité du pays, en calmant ses velléités autonomistes⁴.

² Cf. le dossier consacré à la Bolivie de *Défis Sud*, n° 110, décembre 2012-janvier 2013.

³ Les participants se sont accordés sur deux lignes de discussion : soit l'interdiction des OGM, soit la cohabitation de ces cultures avec une agriculture organique. Mais aucune échéance n'a été arrêtée pour un accord et une décision définitive.

⁴ Lors des discussions entre le gouvernement et les représentants des élites de l'est du pays, un article a été introduite – illégalement selon certains – dans la Constitution un article qui permet, grâce à une fiction juridique, aux grands propriétaires terriens de contourner la limitation de la taille des exploitations, fixée à 5000 hectares par cette même Constitution. Rappelons en outre, que cette règle n'est pas rétroactive, épargnant donc les grandes propriétés qui se sont constituées avant 2009.

Mais d'autres raisons expliquent ce rapprochement entre le gouvernement et ces secteurs qui lui étaient autrefois violemment opposés. Et la première d'entre elles trouve son origine dans le renversement de la conjoncture économique internationale, et en particulier dans la chute du prix des hydrocarbures après une longue période de hausse: «*La chute du prix du pétrole, explique ainsi Roxana Liendo, ex vice-ministre du développement rural, a servi de détonateur à la décision du gouvernement de convoquer fin janvier un Sommet agropastoral, avec notamment la proposition de relancer la production dans le pays, et en particulier la production d'aliments pour l'exportation*» (2015). Autrement dit, la révolution productive que le gouvernement entend amorcer vise avant tout à compenser cette chute des prix des hydrocarbures mais aussi des minerais, et donc la baisse des précieux revenus d'exportation, par une relance de la production de denrées alimentaires exportables, via l'intégration et l'exploitation de nouvelles terres.

Aux dires du gouvernement, cet élargissement de la frontière agricole devrait s'accompagner d'une diversification de la matrice productive destinée à réduire la vulnérabilité du pays aux aléas du marché international et d'une batterie de mesures visant à protéger et l'environnement et les communautés paysannes/indigènes. Mais, comme l'affirment de nombreux spécialistes, tout élargissement de la frontière agricole modifiera en profondeur la structure agraire du pays et l'usage des sols. De plus, uniquement envisageable dans les départements de l'Orient, à la périphérie des grandes zones de productions agro-industrielles, cet élargissement va immanquablement consolider une économie régionale peu connectée aux politiques agraires nationales, excluante sur le plan social et intenable sur le plan environnemental (*La Razón*, 12 avril 2015). Faisant des secteurs agro-industriels les principaux protagonistes de cette «révolution productive», ce projet gouvernemental risque de conduire *in fine*, selon la Fundación Tierra, à plus de «*déforestation, [et à] une marchandisation des terres publiques en faveur des grands propriétaires, probablement au détriment des territoires indigènes et des communautés paysannes*» (*La Razón*, 15 mai 2015).

L'agriculture paysanne marginalisée

Bien entendu, nul ne conteste le principe et la nécessité d'une nouvelle «révolution productive» en Bolivie. Mais pour les mouvements sociaux indigènes et paysans, de même que pour certains secteurs progressistes, cette relance de la production et de la productivité doit d'abord passer par un renforcement et une redynamisation des exploitations paysannes de l'Altiplano et des vallées qui souffrent d'un réel déficit en la matière. C'est là, selon eux, la seule façon d'atteindre les objectifs de diversification agricole et de «sécurité alimentaire avec souveraineté».

Or, force est de constater que l'agriculture paysanne et communautaire demeure, comme par le passé, le parent pauvre des politiques publiques de l'État, alors même que le MAS (Mouvement vers le socialisme) avait mis le problème du développement rural, celui de l'exclusion des indigènes et des paysans, et celui de l'inégal accès à la terre, au cœur de son programme politique, et que la nouvelle Constitution politique de l'État fait de cette agriculture à petite échelle l'une des piliers du nouveau modèle de développement.

Certes, dès l'arrivée au pouvoir du MAS en 2006, le gouvernement s'est lancé dans un vaste processus de délimitation-cadastration (*seneamiento*) et de distribution de terres au profit des communautés, paysannes et indigènes. Il a lancé de nombreux projets d'irrigation dans les Andes.

Il a facilité l'accès au crédit et aux intrants agricoles, et encouragé la mécanisation des cultures, via la distribution de tracteurs et d'équipements agricoles. Mais, depuis 2011, le processus de «distribution des terres» est quasiment au point mort, tandis que l'agriculture familiale est entrée dans une nouvelle phase de stagnation (*Ossio*, 2015).

En dépit du discours pro-paysans du gouvernement, les budgets consacrés au développement de l'agriculture familiale/communautaires sont restés insignifiants par rapport à d'autres postes de dépenses et d'investissements, insuffisants en tout cas pour inverser la «dépeysannisation» du monde rural andin, à savoir l'exode massif vers les villes, des jeunes en particulier. ♦



L'intention du gouvernement bolivien est d'accroître la production nationale.

Dossier

Se nourrir demain

Les alternatives agricoles positives

Rédaction: Nel Van Slijpe

Dans cet article

Isabelle Duquesne

Ingénieure en agriculture, travaille au Comité français pour la solidarité internationale (CFSI) au sein du programme de Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao).

Stéphane Desgain

Chargé de recherche et plaidoyer sur les questions de souveraineté alimentaire du département plaidoyer du CNCD.

Propos recueillis le 12/06/2015.

Nicolas Van Nuffel

Responsable du département plaidoyer au Centre national de coopération au développement (CNCD).

Propos recueillis le 12/06/2015.

Ces dernières décennies, une prise de conscience croissante des limites et des contradictions du système agro-industriel productiviste a amené à ce que s'organisent des résistances et des alternatives susceptibles de proposer de nouvelles façons de penser et de pratiquer l'agriculture. Alors que le modèle dominant démontre ses limites et ses contradictions, de nombreuses alternatives voient le jour et tentent de répondre aux grands enjeux alimentaires de demain.

Difficilement réductibles à un paradigme commun qui les définirait, ces perspectives nouvelles témoignent d'une grande diversité. Rassemblant ici les propos recueillis auprès de Stéphane Desgain, Isabelle Duquesne et Nicolas Van Nuffel, nous voudrions tracer des pistes d'actions et de réflexions pour mieux comprendre les enjeux qui structurent l'émergence et la diffusion des alternatives agroalimentaires au modèle agro-industriel.

Si le modèle agro-industriel se définit en grande partie par une uniformisation des pratiques et des technologies agricoles, les alternatives qui émergent tendent à dessiner les contours d'une carte dont la qualité première serait l'hétérogénéité. Cherchant à réintégrer l'agriculture dans son environnement, le caractère multiple de ces systèmes agroalimentaires alternatifs n'est rien de moins que le produit de la diversité des environnements dans lesquels ils s'insèrent.

Pratiques alternatives plurielles

Pour Isabelle Duquesne, «*les alternatives prennent en compte la spécificité des systèmes agroalimentaires. Car on ne traite pas l'agricole et l'alimentaire comme on peut traiter des produits économiques soumis aux lois du marché et à la nécessité de la renta-*

bilité». Pourrait-on identifier certaines caractéristiques qui les définiraient positivement autour de principes communs et non pas seulement en regard de ce qu'elles cherchent à éviter: le modèle agro-industriel?

Ces alternatives recouvrent de multiples dimensions. Pour leur donner une définition la plus large possible, il faut les envisager à la fois comme des systèmes agricoles spécifiques sans pour autant mettre de côté l'organisation sociale, économique et politique qui sous-tend le mode de production, de distribution et de consommation de ces systèmes.

Ainsi, ces alternatives sont particulièrement intéressantes en ce qu'elles préfigurent des formes d'organisation nouvelles. Comme l'explique Isabelle Duquesne, elles fonctionnent sous forme de réseaux plutôt souples et interdépendants qui vont alors développer une organisation assez particulière:

- | en offrant des possibilités de redistribution plus équitable de la valeur ajoutée;
- | en développant des modèles de production et de consommation qui ont moins d'externalités négatives en termes sociaux, économiques et environnementaux;
- | en redonnant à la confiance un rôle clé dans le comportement économique;



Se nourrir demain en faisant confiance aux connaissances des paysans d'Afrique.

© Jean-Louis Brocart / SOS Faim.

en dessinant des espaces où s'opèrent une définition à nouveaux frais de la gouvernance politique.

Les notions les plus à même de saisir ces formes nouvelles de systèmes agroalimentaires sont sans doute l'agriculture familiale et paysanne – en tant que mode d'organisation de la production – et l'agroécologie – en tant que techniques, savoirs et savoir-faire agricole.

Défendant cette perspective, Stéphane Desgain considère que «l'agriculture de demain sera une agriculture familiale qui pratique l'agroécologie et qui répond aux besoins locaux. Car c'est l'agriculture la plus rentable, la plus résiliente, la plus créatrice de bien-être, respectueuse des droits humains et de l'environnement, elle peut résister au choc pétrolier et au changement climatique».

Quels obstacles ?

La transition agroalimentaire n'est pas prise en main par les décideurs. À la place, ils décideront plutôt de persévérer l'impasse.

Alors qu'est-ce qui nous empêche de produire du changement ? Et quelles sont les stratégies développées sur le terrain par les acteurs et les promoteurs des systèmes agroalimentaires alternatifs ?

Premièrement, le secteur agro-industriel concentre pouvoir et richesses entre les mains d'un petit nombre d'entreprises transnationales. Au travers du lobbying, celles-ci parviennent très bien à faire valoir leurs intérêts auprès des décideurs politiques. Comme l'explique Stéphane Desgain, «le secteur de l'agro-industrie envoie des experts faire du lobbying orienté à la défense des gros producteurs». Ainsi, selon Nicolas Van Nuffel, «les multinationales savent très bien se positionner dans le rapport de force, ce qui bloque toute évolution. De plus elles ont aussi un poids important face aux travailleurs du secteur, au producteurs et aux consommateurs».

Ensuite, il ne faut pas négliger la question de la circulation et de l'accès à l'information. Les décideurs politiques, comme les producteurs et les consommateurs, n'ont pas toujours accès à une information de qualité qui promeut l'efficacité des possibilités alternatives. La majorité des décisions politiques sont marquées par l'idéologie dominante : le progrès par la technologie.

Finalement, la transition ne sera pas sans poser de sérieuses difficultés – principalement dans les pays industrialisés mais pas uniquement. D'une part, cette transition aura un coût financier important parce qu'un changement de pratique signifie que toute une série d'investissements auront été faits pour rien. D'autre part, il sera difficile de réorienter les

La transition requiert un accompagnement des agriculteurs.

Les APE sont un danger pour les alternatives positives

Selon Isabelle Duquesne, du CFSI, les Accords de partenariat économique (APE) sont un frein pour le développement et la pérennité d'une agriculture familiale agroécologique en Afrique de l'Ouest. Les APE sont une atteinte directe à tout ce qui s'est construit au niveau des politiques nationales pour développer les systèmes agri-alimentaires alternatifs, et ruinent aussi les efforts de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour favoriser une intégration économique régionale. En permettant une ouverture des marchés européens aux produits ouest-africains, Les APE exigent la réciprocité de la part de l'Afrique de l'Ouest, qui renoncent ainsi pour une grande part aux revenus provenant des droits de douane et perdront une partie substantielle de leurs recettes. Pour le secteur agricole, l'impact sera plus important sur certaines filières : s'il sera moindre sur les filières de maraîchage où on retrouve principalement des produits périssables et frais, les filières lait, céréale et oléagineux vont subir de plein fouet les conséquences négatives de ces accords inéquitables.

nos systèmes agroalimentaires, les acteurs et les promoteurs des systèmes agricoles alternatifs parviennent, au Nord comme au Sud, à se frayer un (des) passage(s) et à construire d'autres pratiques agricoles à coup d'innovations, de négociations, d'alliances, d'organisation et d'expérimentations. Reflet de la multitude des situations rencontrées, la diversité des stratégies adoptées nous renseigne sur la richesse et la nécessité du combat engagé. Que les initiatives alternatives soient citoyennes de type bottom/up, plus institutionnalisées (structure syndicale, fédération), en collaboration avec des institutions publiques, voire qu'elles émanent des pouvoirs publics selon le principe top/down, elles peuvent toutes avoir un sens et ne doivent pas être négligées. Pour Stéphane Desgain, « *cette diversité d'alternatives va quand même plus ou moins dans la même direction, avec des moyens différents* ». Si le niveau d'action n'est pas l'élément le plus déterminant, les objectifs et les moyens mis en œuvre le sont beaucoup plus. Un tour d'horizon (non-exhaustif) des modes d'actions structurant les alternatives s'impose.

Différents angles d'approche

La transition requiert un accompagnement des agriculteurs. Pour Nicolas Van Nuffel, « *on ne s'en sortira pas si on n'a pas des politiques publiques d'accompagnement des agriculteurs chez nous* ». Aujourd'hui, les agriculteurs sont totalement en incapacité de faire la transition. Poussés à investir massivement dans les techniques agro-industrielles, ils sont complètement endettés et n'ont d'autre choix que de persévérer sur cette voie. De plus, nous devons aussi mettre en place « *une politique d'accompagnement des agriculteurs du Sud, qui sont dans une tout autre situation, mais qui, en fait, pratiquent l'agroécologie par défaut. Ce qu'il faut c'est les aider à améliorer leur productivité pour augmenter la production alimentaire sur base d'une production agro-écologique* ».

Tout en accompagnant les agriculteurs, certaines pratiques doivent aussi être sanctionnées et arrêtées. En effet, « *on ne s'en sortira pas si on n'interdit pas certaines pratiques. Si on veut changer le modèle alimentaire, on doit interdire les perturbateurs endocriniens, l'utilisation de l'huile de palme qui détruit la planète etc. Pour ça, il faut de la régulation, c'est sans doute l'aspect le plus difficile aujourd'hui, vu la taille des multinationales. Tant*

pratiques et les mentalités pour les producteurs, les consommateurs et les travailleurs du secteur agricole et des secteurs connexes. Stéphane Desgain résume bien la complexité de la manœuvre : « *Les verrouillages sont à tous les niveaux. Tous les services et les entreprises qui sont en amont et en aval du système agricole sont engagés dans le modèle. Avec l'hyperspécialisation des filières agricoles, l'ensemble des connaissances, des techniques, des instruments, des technologies, des emplois, des investissements, des recherches, et jusque dans les habitudes de consommation, l'ensemble de la chaîne de production s'est construite autour du modèle agro-industriel* ».

En parallèle aux obstacles endogènes au système agro-industriel, il est un autre frein lié aux stratégies des acteurs et promoteurs des systèmes agroalimentaires alternatifs : la persistance d'une vision parfois apolitique au sein des pratiques alternatives. Pour Nicolas Van Nuffel, « *la faiblesse des alternatives provient aussi en partie de l'oubli du rapport de force et de l'importance de penser la société en tenant compte de l'État comme acteur principal* ». Bien que les choses évoluent dans le bon sens, il reste beaucoup à faire pour qu'émerge une conscience collective large de l'importance de peser dans les rapports de force.

Quelles stratégies ?

Malgré les obstacles qui encombrant les voies vers une transformation profonde de

Les alternatives prennent en compte la spécificité des systèmes agroalimentaires.

qu'on aura des multinationales qui peuvent tirer leur épingle du jeu au niveau de l'alimentation, on ne s'en sortira pas, même si des pistes existent pour faire évoluer les pratiques».

Autant dans les pays en développement que dans les plus industrialisés, les innovations paysannes font partie des stratégies offensives qui permettent le développement d'une agriculture familiale de type agroécologique. Insistant sur les pratiques paysannes en Afrique de l'Ouest, Isabelle Duquesne revient sur tout un champ d'innovations qui se trouve aux mains des acteurs et qui recouvre différentes dimensions de l'agriculture familiale, *«les innovations qui touchent à la production: améliorer la production, avoir accès aux facteurs de production; toutes les innovations en terme d'agroécologie: des rendements plus élevés avec de la fertilité des sols maintenues et des coûts moins élevés puisqu'il y a moins d'intrants; tout un tas d'innovations au niveau du stockage et de la transformation; des innovations au niveau de la concertation et de la contractualisation, qui marchent surtout quand les acteurs sont structurés; des innovations sur l'accès au financement: mutuelles collectives, institutions de microfinance ou des innovations pour rendre accessible le système bancaire conventionnel en donnant accès à des crédits à long terme et d'investissement. Tout cela dessine un champ stratégique offensif au niveau des projets et des territoires très locaux».*

Finalement, pour que ces différents angles d'approche puissent voir le jour, se diffuser et se renforcer, il ne faut pas négliger la construction d'un environnement politique et législatif.

Différents leviers d'action

Pour rendre opérationnelles ces stratégies différents leviers d'actions existent et sont pratiqués par les acteurs de la transition. En voici quelques exemples.

Économiquement, comme l'explique Stéphane Desgain, *«quand l'environnement n'est pas favorable au développement de quelque chose, tu cherches un endroit où c'est encore possible de le faire, tu te construis dans une niche».* Un certain nombre d'alternatives à base de productions différenciées, de circuit court, et d'innovation paysanne ont ainsi émergé par la base, en intégrant des marchés de niches.



L'agriculture paysanne peut nourrir le monde.

© François Cajot / SOS Faim.

En se développant dans un environnement moins concurrentiel, ils ont pu se constituer une force économique pour peser plus face aux acteurs conventionnels et diffuser leurs pratiques. D'autres acteurs des alternatives ont choisi le dialogue avec certains responsables politiques pour parvenir à dégager des budgets susceptibles de les aider à développer des projets qui promeuvent un autre modèle de production et de consommation (filière rizicole, filière conservation de semence etc.).

Politiquement, Isabelle Duquesne soulève que *«là où il y a une inclusion de l'ensemble des acteurs des systèmes sociotechniques agroalimentaires qui font partie d'espaces de prises de décisions collectives, on a des changements effectifs vers d'autres modes de relations entre agriculture et alimentaire, entre urbain et rural. Ce que l'on voit c'est que, plus les alternatives sont portées à une échelle territoriale réduite, plus le partage de la décision et des risques se fait facilement».*

Enfin, le renforcement organisationnel des acteurs de l'agriculture familiale est souvent une prémisses indispensable au développement effectif des alternatives. En effet, pour Isabelle Duquesne, *«le pouvoir de négociation des acteurs de l'agriculture familiale va dépendre de la capacité l'ensemble des acteurs (paysans, ONG, commerçants, consommateurs) à se structurer en organisation paysanne, organisation citoyenne, etc. C'est l'élément de base qui va faire toute la différence».*

Dans ce sens, la structuration collective est au cœur des stratégies agricoles alternatives. ♦

L'agriculture de demain sera une agriculture familiale.

Pas d'alternative sans mouvements sociaux

Entretien croisé avec Rajagopal Puthan Veetil et Miguel Altieri

Un changement est-il en train de s'opérer dans les sociétés, dans des espaces pourtant historiquement assez hermétiques aux discours sur l'alimentation durable ? Au Nord comme au Sud, les mutuelles se renforcent, les syndicats s'emparent de la question agricole et redonnent aux exploitants agricoles une place dans les luttes collectives. En germe, pointe l'élargissement des mouvements sociaux. *Défis Sud* a discuté de ces sujets avec Rajagopal Puthan Veetil et Miguel Altieri.

Défis Sud : *Miguel Altieri, le système rend la perspective de changements très difficiles, alors que faire ?*

MA : Le système est biaisé contre l'agroécologie. Les enjeux commerciaux forcent les agriculteurs à se spécialiser, ce qui va à l'encontre de la diversification, en plus du fait que cette agriculture est subsidiée. Nous ne sommes donc pas confrontés au vrai prix de la nourriture tout comme nous ne payons pas le vrai prix de l'essence... Tant que ces facteurs contraignants demeureront, le changement ne sera pas possible. Ce qui manque aussi en Europe et aux USA, ce sont des mouvements sociaux assez puissants. Au Brésil, c'est la force des mouvements sociaux qui a porté l'agroécologie au niveau des politiques nationales et qui a contribué à sa dissémination via des réseaux d'agriculteurs. Donc, si l'économie n'est pas porteuse d'alternatives et si les mouvements sociaux ne sont pas assez forts pour répandre l'agroécologie, je ne vois pas comment le changement pourrait se produire.

DS : *Ces mouvements sociaux doivent ils forcément être des mouvements paysans à la base ?*

MA : Aux USA, les innovateurs ne sont pas des fermiers puisque seulement 2% de la population est paysanne et l'âge moyen d'un agriculteur en activité est de 64 ans. Il n'y a pas de mouvements sociaux dans les zones rurales des USA. Le mouvement vient des périphéries urbaines, des Latinos, des Noirs, des gens impliqués dans le mouvement *Food Justice*, qui

travaillent principalement dans les quartiers où vivent ceux qui ne bénéficient pas de bons revenus, les Afro-Américains, les Latinos, les pauvres... Ils n'ont pas accès à de l'alimentation fraîche parce que la plupart des supermarchés ont quitté leurs quartiers. Mais simultanément, dans ces zones, beaucoup de terres disponibles pourraient permettre de développer l'agriculture urbaine.

DS : *Rajagopal, comment concevez-vous la transition de façon démocratique ?*

R : En démocratie, il faut que le vote des gens ait une signification dans l'application des politiques. J'utilise souvent la métaphore de l'État qui est un éléphant qui bougera si vous lui donnez la bonne direction... Il est possible d'articuler le pouvoir du peuple pour faire voter des lois, contrôler le politique et l'État. Il est également essentiel de motiver les classes moyennes dans un monde compétitif où ces classes sont de moins en moins sensibles aux souffrances de pauvres... Elles oublient qu'elles ont gravi les échelons au détriment des plus pauvres.

DS : *Des lois positives sont régulièrement votées, mais les décrets d'application restent systématiquement problématiques.*

R : Dans l'histoire, ce sont souvent les minorités actives liées à des révolutions qui se sont emparées des pouvoirs. Les lobbies sont également des minorités agissantes. Si vous avez obtenu des lois via des minorités, vous êtes moins en mesure de les faire appliquer que

« Les petites fermes donnent trois fois plus d'emplois que les fermes industrielles. »

Miguel Altieri.

si l'action résulte d'un véritable mouvement social organisé. En Inde, sur papier, le Conseil national de la réforme foncière (National Land Reform Council) est constitué, dirigé par le Premier ministre, j'en suis membre. Mais je serais mal à l'aise pour vous répondre si vous me demandiez si ce Conseil a réalisé quelque chose... Nous avons déjà une structure, il faut continuer à se battre pour qu'elle puisse travailler. Les recours en justice rapide pour les conflits fonciers et les mécanismes de résolution des conflits fonctionnent au niveau de certains États de la fédération indienne, mais pas dans d'autres.

En 2006 nous avons obtenu l'Acte des droits forestiers. Les peuples indigènes et tribaux représentent 8% de la population, ils vivent en forêt mais on les expulse pour différentes raisons, l'extraction minière principalement... Nous avons organisé des marches et des campagnes de lobbying pour obtenir cet Acte qui fonctionne aujourd'hui efficacement. Les indigènes des forêts, en tant que vrai mouvement, se sont battus pour faire appliquer l'Acte. En Inde, les agriculteurs sont aujourd'hui très remontés contre les accaparements de terres. Mais parfois les gens ne sont même pas au courant des lois qui peuvent être appliquées à leur avantage... Ce qui se passe dans ces cas-là, c'est que ce sont souvent des institutions internationales qui conseillent de faire ceci ou cela. Les Nations unies décrètent qu'il faut un conseil des droits de l'homme ou des comités de femmes. Les gouvernements mettent tout en œuvre, juste pour vouloir être de bons élèves des institutions internationales. Le top-down ne va pas fonctionner. Je m'inquiète aussi de constater que les Nations unies doivent organiser des Années internationales de l'agriculture familiale et des sols. J'ai des craintes que l'on transfère vers les Nations unies des responsabilités qui doivent être portées par les États. Les Nations unies ne doivent pas devenir un refuge pour notre bonne conscience sans de réelles actions à la racine.

DS: *Miguel Altieri, comment concevoir une transition qui est capable de mettre en place des systèmes de solidarité de marché qui vont rendre la nourriture disponible pour tout le monde sur la base d'une production locale?*

MA: Il s'agit surtout de mettre en place un système alimentaire alternatif à celui des multinationales. Cela se fait par l'articulation des fermiers et des consommateurs sous différentes modalités, des marchés locaux, des

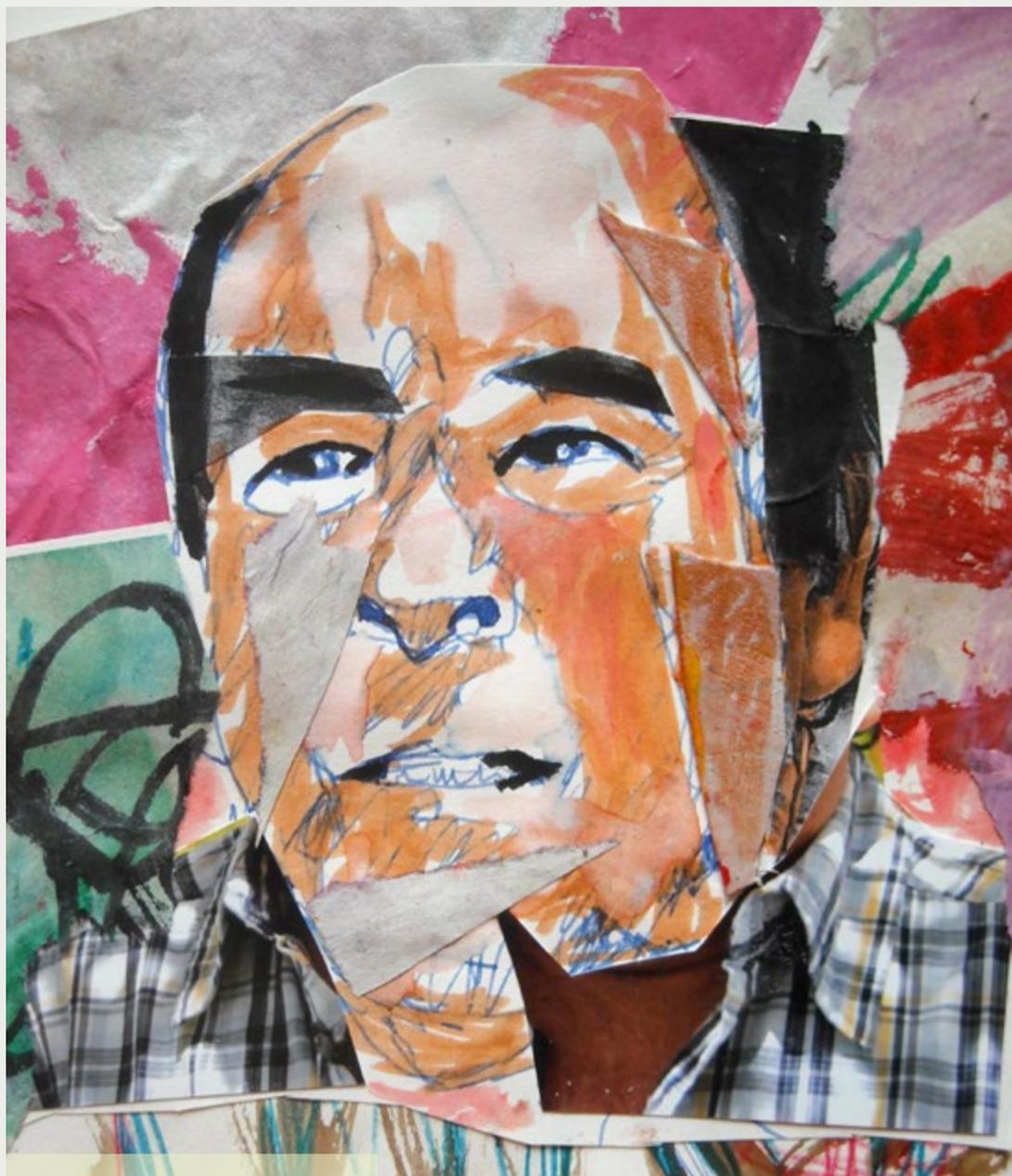


Illustration © Yves Dewulf.

CSA (Community supported agriculture), des marchés de fermiers et d'autres modalités de solidarité dans lesquels les consommateurs supportent les fermiers, et inversement. Cette transition est une manière de démocratiser le système alimentaire, car tout cela existe mais le plus souvent pour les classes moyennes et supérieures, qui sont capables de payer le prix... Pour renforcer les alternatives, il faut de la volonté politique, il faut des décideurs qui permettent à ce système de se mettre en place, puisqu'il faut un accès à la terre, des marchés, de la recherche, de l'éducation, tout ce qui nécessite un soutien de la part des politiciens qui doivent être convaincus que c'est la voie à suivre. Et s'ils ne le sont pas, il faut des mouvements sociaux très forts qui poussent les politiciens à appliquer ces politiques, c'est ce qui arrive au Brésil où il existe un plan national d'agroécologie qui est le résultat d'années de campagnes des mouvements sociaux. >



Miguel Altieri (Chili), enseigne l'agroécologie, l'agroforesterie et l'agriculture urbaine à l'Université de Berkeley, en Californie. Spécialiste mondialement reconnu, il a conseillé de nombreuses organisations gouvernementales et a coordonné des programmes d'agriculture durable aux Nations unies.

Rajagopal P. V. (Inde) est un militant gandhien et altermondialiste, fondateur d'Ekta Parishad, un mouvement populaire qui aide le peuple indien à mieux contrôler les ressources telles que la terre, l'eau et la forêt. Rajagopal est aussi vice-président de la Fondation Gandhi pour la Paix, basée à New Delhi.



Illustration © Yves Dewulf.

« En démocratie, il faut que le vote des gens ait une signification dans l'application des politiques. »

Rajagopal.

► **DS:** Comment cette transition se conçoit-elle en termes d'emploi et d'industrialisation ?

MA: Au Brésil, le gouvernement achète les productions des fermiers pour alimenter les cantines scolaires et les hôpitaux. Les autorités subventionnent directement les paysans pour qu'ils puissent mettre en place des unités de transformation. C'est ainsi qu'il est possible de faire fonctionner des agro-industries communautaires. Il faut savoir que les petites fermes donnent trois fois plus d'emplois que les fermes industrielles.

DS: On rétorquera que c'est du travail pénible.

MA: Oui, c'est du travail pénible, mais l'on constate de plus en plus que, lorsque l'infrastructure agroécologique a démarré, c'est-à-dire lorsque tous les composants sont en place (la biodiversité, les animaux, les arbres), le système commence à fonctionner par lui-même et permet une réduction de la pénibilité du travail. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a plus de travail, car on peut dégager plus de temps pour améliorer la transformation. Cela permet de réorienter les activités, vers l'artisanat, par exemple, qui permet aux familles de bénéficier de revenus supplémentaires.

Il y a de toute manière plus d'externalités positives dans l'agroécologie que dans l'agri-

culture industrielle. L'agroécologie, en plus de produire tout autant de nourriture, protège la biodiversité, protège la qualité de l'eau, refroidit la planète, maintient l'identité culturelle.

DS: Rajagopal, pensez-vous que la transition doit démarrer à partir d'une certaine coexistence entre les différents modèles ?

R: Nous vivons dans un monde contradictoire. Presque tous les jours on dépense de l'argent dans l'organisation de séminaires et de conférences sur l'agroécologie, etc. La peur s'installe: tout va mal et on craint que rien ne changera. Et les petits changements entraînent une récupération par le système. Il faudra tôt ou tard inverser le modèle sur base d'exemples portés par de vrais mouvements sociaux. Je suis de ceux qui aiment parler de la nécessité d'éducation des générations futures. C'est là que tout commence. Est-il possible de mettre en place une éducation différente qui va provoquer une métamorphose des modes de vie ? Il faut que les choses bougent. Notre éducation est toujours orientée vers la compétitivité et on se raconte qu'avec des petites adaptations, ça ira... Ça ne va pas arriver. Les transformations dans l'éducation doivent aussi être le résultat de décisions politiques impulsées par la base. ♦

Propos recueillis par Pierre Coopman

CUBA

Pas d'alternative durable sans conviction de l'État

Rédaction: Claire Stam

Depuis une vingtaine d'années, l'île de Cuba connaît une profonde transformation de son agriculture : d'une utilisation intensive des sols destinés à la monoculture, elle est passée à une agriculture de petite taille, respectueuse de l'environnement et tisseuse de liens sociaux. Cette révolution fut provoquée par la fin de la coopération avec l'URSS en 1991 et par l'embargo américain. Les initiateurs et acteurs de ce tournant agricole : les campesinos, les paysans cubains. Mais si le succès est au rendez-vous, l'avenir du mouvement reste incertain.

À lire :

Peter Michael Rosset, Braulio Machín Sosa, Adilén María Roque Jaime & Dana Rocío Ávila Lozano (2011) «The Campesino-to-Campesino agroecology movement of Anap in Cuba: social process methodology in the construction of sustainable peasant agriculture and food sovereignty», *The Journal of Peasant Studies*.

Ce qui constitue le cœur de l'alternative agroécologique cubaine, ce sont les 110 000 familles, la plupart membres de l'Anap¹. «Ces paysans, qui représentent près du tiers des petits exploitants indépendants que compte l'île, appliquent les méthodes issues de l'agroécologie et parviennent à produire plus par hectare que n'importe quelle exploitation agricole industrielle», explique Miguel Altieri.

Ces familles fournissent l'île en fruits et légumes à hauteur de 65% alors qu'elles n'occupent que 25% de la surface agricole du pays. Un tour de force qui a permis à Cuba de réduire de manière drastique l'importation de produits alimentaires: en 2007, le pays importait 16% de biens alimentaires, contre 60% en 1991 et 70% en 1980².

«Compte tenu de la situation économique, énergétique et climatique de l'île, les agriculteurs indépendants cubains ont atteint grâce à l'agroécologie les indices les plus élevés en terme de productivité, de durabilité et de résilience de la région», se félicite Miguel Altieri.

¹ Association nationale des petits agriculteurs, membre de La Via Campesina

² <http://monthlyreview.org/2012/01/01/the-paradox-of-cuban-agriculture/>

Les « campesinos » aux manettes

Pourquoi les campesinos cubains se sont-ils emparés de ces principes pour entamer la transition agricole de l'île? Durant la guerre froide, Cuba exportait aux pays membres du pacte de Varsovie principalement du sucre issu de l'exploitation à grande échelle de la canne à sucre. En échange, le pays recevait biens alimentaires, machines agricoles et intrants chimiques: de fait, jusqu'à la chute du mur, Cuba était un des plus grands importateurs de pesticides et d'herbicides d'Amérique Latine. La fin de l'URSS en 1991 mit un terme à cet échange. L'embargo décrété par les États-Unis acheva de plonger le pays dans une grave crise économique et une pénurie alimentaire majeure.

Le gouvernement cubain s'est avéré incapable de gérer la crise économique et alimentaire. Formés aux principes de l'agriculture intensive et exportatrice, officiels et agronomes cubains ne surent entamer la transition agricole nécessaire pour pouvoir nourrir la population de l'île.

C'est alors que les petits agriculteurs intervinrent en réclamant à l'État le contrôle des terres agricoles: il en détenait alors 79%. D'abord réticent, le gouvernement cubain céda aux revendications des paysans et engagea un processus de décentralisation via l'application de l'usufruit (soit l'utilisation

Les petits agriculteurs intervinrent en réclamant à l'État le contrôle des terres.

d'un bien par une autre personne qui en a la propriété). La réforme permit également aux agriculteurs indépendants d'investir dans la terre et de la transmettre à leurs enfants.

Ce fut la première étape de la transition agricole. Se posa alors la question de savoir comment produire sans avoir recours aux très coûteux intrants chimiques: les caisses de l'État étaient vides, les sources de subventions extérieures taries. L'agroécologie, qui délaisse l'usage des pesticides et herbicides industrielles, apparut comme la meilleure des solutions.

Campesino-a-campesino

On ne peut donc parler d'une vision de l'État cubain mais bien de l'émergence d'un vrai mouvement social et agricole qui a su répondre de manière particulièrement efficace à l'urgence économique et alimentaire. Comment? Par le «campesino-a-campesino» (CaC), traduisible par «paysan à paysan».

Le CaC est d'abord et avant tout une méthode de transmission de savoirs et de pratiques agricoles entre petits producteurs. Participative, elle intègre dans son fonctionnement les besoins spécifiques des agriculteurs, les différents savoir-faire et les caractéristiques géographiques des régions.

Dans une étude de terrain³, des chercheurs nord et sud-américains montrent combien cette transmission du savoir rompt avec le mode de fonctionnement hiérarchisé qui prévaut dans l'agriculture conventionnelle. En l'occurrence, celui qui préconise l'arrivée d'un ingénieur agricole dans les petites exploitations pour imposer sa technologie aux paysans supposés incultes. «*L'objectif du technicien consiste trop souvent à remplacer l'expertise des paysans par l'achat d'intrants chimiques, de semences et de machines agricoles. Il s'agit d'un processus vertical où l'éducation ressemble plus à de la domestication*», écrivent les chercheurs.

Née au Guatemala, la méthode «campesino-a-campesino» s'est ensuite étendue au Mexique, au Honduras et au Nicaragua. C'est dans les années 90 que l'Anap s'est penchée sur le CaC et une première expérimentation eut lieu en novembre 1997 à Villa Clara. Le succès fut immédiat: de 200 familles en 1999, le mouvement comptait dix ans plus tard

plus de 110 000 familles (à titre de comparaison, l'île recensait en 2009 près de 350 000 familles d'agriculteurs).

À Cuba, l'approche CaC prévoit la nomination par les petits producteurs d'un promoteur, choisi en fonction de pratiques agroécologiques et d'innovations agricoles qui se sont avérées fructueuses sur ses terres: son exploitation se transforme alors en véritable salle de classe. Un principe veut que ces promoteurs ne perçoivent aucune compensation financière. «*S'ils étaient payés, les autres fermiers n'accorderaient aucune confiance à leurs méthodes agricoles, pensant qu'ils les présenteraient dans le seul but de percevoir un salaire*», expliquent les chercheurs.

Les promoteurs sont encadrés par des facilitateurs qui prennent en charge les questions logistiques et organisent les formations à l'agroécologie. Et ce sont les coopératives agricoles qui les embauchent et les rémunèrent. Certains de ces facilitateurs sont des agronomes ou des techniciens, d'autres des petits producteurs et membres de coopératives agricoles. Mais tous se définissent comme des activistes engagés dans la transformation écologique de l'agriculture.

L'avenir menacé

Ironie du sort: le réchauffement diplomatique actuellement en cours entre Cuba et les États-Unis menace l'expansion du mouvement «campesino-a-campesino». De fait, l'île offre de nouvelles opportunités commerciales pour les entreprises américaines. Les États-Unis y exportent d'ores et déjà des denrées alimentaires et bientôt, peut-être, des intrants chimiques.

Car, relève Miguel Altieri, l'agriculture intensive reste populaire chez certains dirigeants cubains, seule capable à leurs yeux d'assurer la complète souveraineté alimentaire de l'île. Du coup, des projets agricoles pharaoniques voient le jour, à l'instar du projet Cubasoy: plus de 15 000 hectares de terre consacrés à la culture en alternance du soja et du maïs.

De tels projets ouvrent la porte à la mécanisation de l'agriculture. Mais sauront-ils pousser le mouvement «campesino-a-campesino» et ses pratiques agroécologiques vers la sortie? Si la réponse demeure inconnue, l'alerte est lancée. ♦

³ <http://dx.doi.org/10.1080/03066150.2010.538584>

BURKINA FASO

Breveter les alternatives positives ?

Rédaction : Inoussa Maiga

Quand l'alternative positive rime avec une innovation paysanne respectueuse de l'environnement, la question de la protection se pose. Mais peut-on protéger sans retomber dans les pièges du brevetage ?

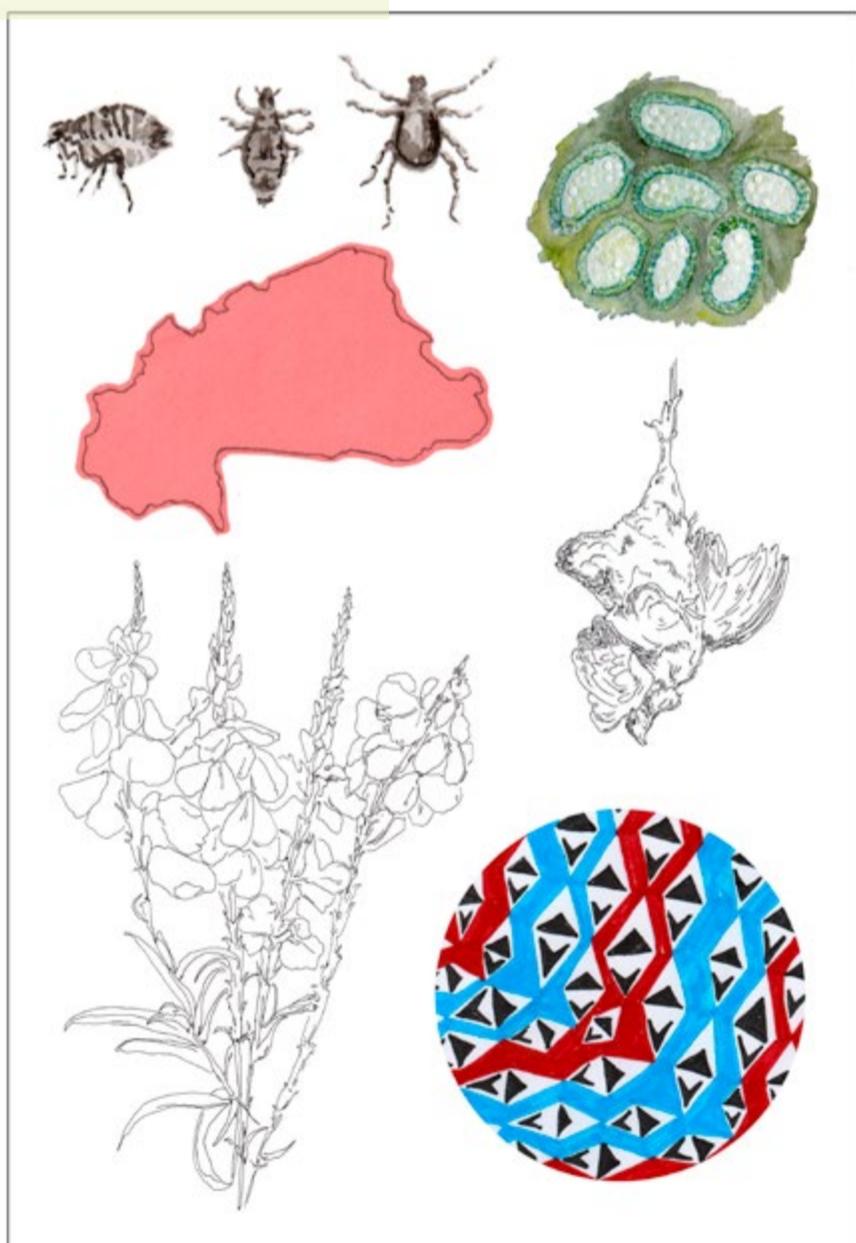
Des produits vétérinaires à base de plantes, d'herbes, de racines. Un déparasitant contre les tiques, poux et punaises. Des produits alternatifs inspirés de connaissances endogènes utilisés par les paysans du Burkina. Faut-il les breveter ?

Illustration © Agathe Dananai.

Mai 2015, Ouagadougou, à la Foire de l'innovation paysanne en Afrique de l'Ouest (Fipao), pendant qu'il répond aux nombreuses questions des visiteurs, Ousseini Kaboré, président de l'Association pour le développement économique et social du village de Koala (ADESVK) dans

le centre du Burkina Faso, est confronté à un dilemme. Comment satisfaire la curiosité des visiteurs en répondant à leurs questions, sans livrer tous ses secrets et risquer ainsi de voir sa trouvaille lui échapper ? Une inquiétude partagée par la plupart des paysans innovateurs présents à la foire. Se pose alors avec acuité la problématique de la protection des innovations paysannes. «*Il y a beaucoup de paysans innovateurs qui réclament une reconnaissance et ils veulent aussi une protection contre d'éventuelles pirateries. Parce qu'il y a certaines de ces innovations qui sont vraiment très précieuses. Ce sont par exemple des remèdes vétérinaires à base de plantes, d'herbes, de racines, etc.*», explique Sabine Dorlöchter de Misereor, une organisation caritative de l'Église catholique en Allemagne chargée du développement... «*Ce sont des secrets, des savoir-faire découverts récemment ou inspirés de savoirs traditionnels. Si ça tombe dans de mauvaises mains, ça peut même être commercialisé ailleurs. Donc il y a effectivement un danger*», ajoute-t-elle.

On entend par innovations paysannes «*des créations nouvelles d'un monde paysan qui permettent l'amélioration de la production*», selon le Professeur Abdoulaye Soma, enseignant-chercheur en droit à l'Université Ouaga II. Quant à la protection, le juriste explique qu'il s'agit d'un concept universel et que de ce point de vue, il n'y a pas matière à débat. «*La protection, c'est de mettre les droits de propriété sur une invention. Cela vise à faire en sorte que l'innovation soit la propriété de celui qui l'a trouvée. Et comme vous savez, quand on a une propriété on peut la garder, la louer, la vendre, etc.*», explique le professeur Abdoulaye Soma. Est-il cependant convenable d'ap-



« Protection des innovations paysannes : brevet ou accès libre ? »

La question de la protection des innovations paysannes a fait l'objet d'un panel organisé par l'Association Diobass Burkina Faso en collaboration avec Misereor. « *Protection des innovations paysannes : brevet ou accès libre ?* », tel était le thème du panel. Les débats ont porté sur trois points : ce qu'est l'innovation, ce qu'on entend par protection et s'il est convenable ou non de protéger les innovations paysannes



Protéger, est-ce sauver l'innovation paysanne ?

pliquer des droits de propriété intellectuelle sur les innovations paysannes ?

Protéger, c'est sauver !

Pour les partisans de la protection, « *protéger, c'est sauver l'innovation paysanne* ». La protection équivaut à une récompense pour le paysan innovateur et elle permet d'inciter d'autres paysans à faire preuve de créativité, à chercher. Par la protection, on définit des règles d'exploitation de l'innovation, on conditionne son accès, ce qui permet d'éviter des fraudes et des contrefaçons. Pour les défenseurs de l'idée de protéger les innovations paysannes, la protection vise particulièrement les personnes de mauvaise foi, ceux qui seraient tentés d'exploiter abusivement une trouvaille à leur profit. Ils prennent pour exemple l'attribution de brevet pour les inventions, permettant ainsi d'en accorder la paternité à qui de droit. « *Ce brevet est une preuve qui peut permettre de poursuivre devant les juridictions tous ceux qui voudront s'enrichir de cette innovation sans un accord signé qui permet à chaque partie (innovateur et firme) de bénéficier équitablement du fruit de son effort* », a défendu un participant.

Protéger, c'est exclure !

Ceux qui penchent plutôt pour un libre accès aux innovations paysannes mettent en avant l'exclusion que pourrait créer la protection de celles-ci. Ils voient en la protection une restriction qui empêche le plus grand nombre de paysans de jouir de l'innovation. « *La protection peut permettre de garantir des retombées économiques aux innovateurs. Mais elle peut aboutir à une limitation d'accès à des techniques élémentaires d'amélioration de la production pour la sécurité alimentaire par exemple dans les communautés rurales* », a soutenu le Professeur Abdoulaye Soma.

Pour le juriste, la protection d'un point de vue purement juridique, qui implique l'application de brevet, ne doit pas s'appliquer aux innovations paysannes. « *On n'entend pas la protection dans le sens juridique, on entend la protection dans le sens que l'invention doit profiter à l'ensemble de la société et que des gens ne puissent pas venir prendre cette invention pour aller faire ce qu'ils veulent* », a-t-il précisé.

Un point de vue partagé Sabine Dorlöchter. « *Les innovations paysannes doivent servir au plus grand nombre de personnes. Il y a par*

exemple cette poudre que l'on peut mettre dans le champ pour lutter contre le striga. Le striga est une menace pour les paysans un peu partout en Afrique, pas seulement en Afrique de l'Ouest. Donc il y a vraiment l'intérêt d'une large diffusion parce que ça peut aider les agriculteurs à lutter contre leurs contraintes quotidiennes », a-t-elle soutenu.

Concilier protection et libre accès !

Au bout de près de deux heures de débats, partisans de la protection et défenseurs du libre accès aux innovations paysannes se sont accordés pour dire que les deux objectifs se rejoignent et sont autant nécessaires l'un que l'autre. Ils ont convenu d'une part de la nécessité de permettre au paysan innovateur de bénéficier de la reconnaissance sociale, éventuellement d'en tirer l'intérêt économique, et d'autre part de l'importance de permettre aux paysans, aux personnes qui vivent parfois dans la pauvreté, d'avoir librement accès aux techniques qui améliorent la production pour les sortir de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire.

Le dispositif de protection existe déjà. « *C'est le dispositif de la propriété intellectuelle. Il y a déjà les lois nationales. Il y a aussi des dispositions de droit international au niveau de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (Oapi) et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (Ompi) qui ont des dispositions pour la protection des inventions* », a expliqué le Professeur Abdoulaye Soma. Mais pour l'heure, les dispositions juridiques nationales et internationales existantes ne permettent pas de concilier ces deux objectifs à savoir protéger et accorder le libre accès aux plus démunis. « *Ce qu'on souhaiterait avoir, ce sont des dispositions législatives qui prennent plus en compte les réalités du terrain. Les brevets, les copyrights, les secrets d'affaires ne collent pas du tout avec les réalités paysannes* », a avancé Sabine Dorlöchter. « *On peut utiliser les cadres juridiques actuels, mais il y a quelques amendements de droit qu'il faut apporter pour pouvoir concilier les deux objectifs* », a conclu le Professeur Soma. ♦

BOLIVIE

Modes de production alternatifs à El Alto



Le Campesino bolivien a déserté les campagnes.
Illustration © Philippe de Kemmeter.

Les alternatives positives en matière d'agriculture ne naissent pas forcément dans les campagnes. Des millions d'urbains sont contraints de cultiver leurs propres aliments. Pour réussir, ces alternatives en zones urbaines ont besoin d'appuis institutionnels et politiques.

Rédaction : Alizée du Bus



Une très forte croissance urbaine, expliquée par des taux de natalité élevés et une désertion progressive des campagnes par les ruraux fuyant la faim, entraîne l'apparition de nouveaux modes de production alternatifs en zones périurbaines.

C'est dans ce contexte que la FAO soutient des programmes d'horticulture urbaine et périurbaine (HUP) dans une vingtaine de pays, afin d'appuyer les classes les plus défavorisées dans leurs recherches d'alternatives pour se nourrir et pour accéder à de nouvelles sources de revenus.

Relever les défis

En Bolivie, la ville d'El Alto, voisine de la capitale La Paz, est l'une des plus importantes de l'Altiplano bolivien et l'une des plus pauvres du pays... Cette ville de plus d'un million

d'habitants est caractérisée par des indices de malnutrition élevés (40% des enfants de moins de 5 ans y sont malnutris) et 72,9% de sa population est actuellement en situation de pauvreté. Près de 60 000 familles n'ont pas d'accès adéquat aux services de base tels que l'éducation, la santé et le logement.

Perchée à 4000 mètres d'altitude, El-Alto connaît des conditions climatiques très particulières qui limitent la production agricole. La métropole est confrontée à des fortes érosions liées aux rafales de vent. Mener des initiatives HUP, dans ces conditions, est particulièrement difficile. La municipalité d'El Alto a néanmoins décidé de relever le défi. Ce choix est stratégique car si l'expérience est un succès dans des conditions climatiques si ardues, le projet allait pouvoir être imité dans de nombreuses villes, en Bolivie et ailleurs.

Des talus aux balcons

Selon l'ONU, 54% de la population mondiale vit aujourd'hui dans les zones urbaines. Ce pourcentage devrait passer à 66% d'ici à 2050. Dans les pays en voie de développement, cette urbanisation est souvent accompagnée d'insécurité alimentaire et de hauts taux de pauvreté. Des millions d'urbains sont contraints de cultiver leurs propres aliments de manière inventive et créative pour survivre. Ainsi, dans certaines villes, des salades et tomates poussent sur les balcons, les toits des maisons ou le long des voies ferrées.

Appuyer les classes les plus défavorisées dans leurs recherches d'alternatives.

Des investissements et une volonté politique des institutions boliviennes s'avèrent nécessaires. En 2002, à la municipalité d'El Alto, une équipe en charge du projet est créée.

Dans un premier temps, 300 familles étaient bénéficiaires et chacune d'entre elles construisait et devenait propriétaire d'une petite serre de 26 m². Les matériaux spécifiques utilisés pour la construction ont permis aux cultures de résister aux conditions climatiques difficiles. La construction des serres a dû être effectuée de manière très minutieuse. Des groupes d'une dizaine de familles ont été formés afin de s'entre-aider dans la construction.

Les difficultés rencontrées ont permis d'innover. Dans un premier temps, les bénéficiaires utilisaient des techniques de production hydroponiques qui ont été remplacées ensuite par de la production organique, aussi rentable et moins coûteuse. Aucun produit chimique ou pesticide n'a jamais été utilisé dans le cadre du projet.

En moyenne, après 45 jours, éclosent les premiers légumes et herbes aromatiques. La rapidité de la culture est une source de motivation importante pour les familles. Ces dernières sont de plus en plus demandeuses et au total le projet HUP d'El Alto a permis la construction de 1187 serres familiales.

Implication des différents acteurs

Les graines pour la production et les microfilms servant de toits aux serres sont fournis par la FAO. Les matériaux restants sont offerts par la municipalité d'El Alto. Elle s'investit de manière logistique et financière, notamment en organisant les transports de matériaux pour la construction des serres et en cédant des terrains au projet afin qu'ils servent de centre logistique et de bureau de capacitation.

Enfin, un investissement est nécessaire de la part des bénéficiaires s'ils désirent engager de la main-d'œuvre pour la construction des briques, certaines familles ne peuvent se le permettre et se chargent elles-mêmes de cette étape laborieuse. Les familles recyclent de nombreux matériaux, tels que des bidons métalliques ou des bouteilles en plastique. Ces derniers sont peints en noir afin d'absorber la chaleur pour y faire pousser diverses sortes de plantes.

Un système de suivi a été mis en place et les résultats sont positifs car les cultures ont résisté aux gelées, et les familles sont demandeuses.

Expansion de l'alternative

Le projet a été copié dans quatre quartiers de La Paz ainsi que dans les villes d'Oruro et de Sucre, où il a rencontré un grand succès. Différents partenaires internationaux ont souscrit des accords avec l'État Bolivien pour entamer l'expérience dans d'autres villes. De nombreuses ONG et universités se sont alliées aux municipalités. Dans tous les cas, la FAO se retire graduellement de la gestion du projet, ensuite reprise par d'autres partenaires et par un des différents niveaux du gouvernement bolivien (national, départemental ou municipal).

Ce succès permet aux familles de consommer des produits auxquels elles n'avaient pas accès auparavant et de bénéficier d'un plus grand apport de vitamines... Mais il persiste cependant un déficit de fer, d'iode et un manque de vitamines A et B.

La production par unité familiale dépasse généralement les besoins de la famille et celle-ci va dès lors donner ou vendre son surplus de production. Cependant, des problèmes logistiques se posent au moment de la commercialisation, notamment par rapport aux points de vente et au transport des produits jusqu'aux marchés locaux. S'agissant d'une petite quantité de production, la commercialisation n'est pas optimale.

Beaucoup de serres donnent des résultats positifs et l'on peut parler de réussite, même si il y a certains abandons. Le temps moyen à consacrer à l'entretien d'une serre est d'environ une heure par jour. Des cas d'abandons de la serre par la famille sont assez courants car les coûts peuvent parfois dépasser les bénéfices liés à l'horticulture. En effet, il peut s'agir de paresse ou de manque d'intérêt, mais généralement ces abandons sont justifiés par un coût d'opportunité trop élevé car d'autres activités concurrentes sont plus rentables, notamment dans le secteur de la construction.

L'horticulture urbaine est une alternative permettant de relever certains défis sociaux et écologiques. Elle contribue notamment à rendre des citoyens à faible revenus plus autonomes en termes de sécurité alimentaire. Afin d'augmenter son impact positif, elle pourrait être renforcée par d'autres initiatives positives telles que des campagnes de sensibilisation, des formations supplémentaires ou encore des outils alternatifs comme par exemple la microfinance. ♦

BURKINA FASO

Innover sans abîmer

Un entretien avec Hermann Togo

La méthode de la Fédération nationale des groupements Naam (FNGN) consiste à accompagner des groupes sociaux sur la base de ce qu'ils sont (leur nature), de ce qu'ils savent (leur savoir), de ce qu'ils vivent (leur culture) et de ce qu'ils savent faire (les technologies qu'ils maîtrisent). En responsabilisant les communautés et en leur donnant une structure organisationnelle au sein de laquelle les agriculteurs peuvent formuler leur besoins et collectiviser leurs savoirs, les groupements Naam sont devenus l'outil de première ligne pour résoudre les problèmes des agriculteurs.

Pour Hermann Togo, «la Fédération est un mouvement paysan. Elle a vu le jour pour redonner de l'espoir à des pères et mères de familles, pour ouvrir des perspectives à des jeunes qui fuyaient les conditions difficiles de leurs villages pour aller vers des zones plus clémentes. Elle est un mouvement paysan parce qu'elle a permis de défier la nature, de promouvoir l'agriculture à travers des innovations paysannes».

Innovations paysannes au cœur de l'organisation

La FNGN veut assurer la sécurité individuelle et collective de ses membres, la solidarité économique et sociale et l'émergence paysanne. Pour y parvenir, les groupements Naam doivent répondre à des problèmes concrets: l'autosuffisance alimentaire et la maîtrise de leur environnement. Dans ce sens, la FNGN est un laboratoire d'innovations paysannes,

rendu possible par la très grande structuration du mouvement, qui devient alors un outil au service des communautés rurales.

Comme l'explique Hermann Togo, «les innovations au niveau de la production concernent principalement les techniques de récupération des terres et des eaux pour valoriser les terres incultes à la production. Parmi les innovations, nous avons aujourd'hui le Zai amélioré, les demi-lunes améliorées, le compostage en tas, les bassins de collecte des eaux et les boulis. la fngn promeut aussi les semences améliorées à cycle court, pour tirer profit de la campagne hivernale qui devient de plus en plus courte. Nous avons développé un réseau de producteurs semenciers et nous mettons aussi à profit la saison sèche, en formant les membres à la production maraîchère»

Selon une étude publiée par l'Overseas Development Institute, au Burkina Faso, entre 1989 et 2004, une surface de 200 000 à 300 000 hectares de terres a été réhabilitée grâce à l'adoption de techniques innovantes inspirées des pratiques agricoles traditionnelles et transmises grâce à l'appui d'organisations paysannes fortes.

Connue pour la mise en place d'un réseau de greniers de sécurité alimentaire, la FNGN innove aussi au niveau de la commercialisation. Une unité spécialisée, la Centrale d'approvisionnement et d'activités commerciales (CAAC) a été mise sur pied pour appuyer la commercialisation, réaliser des économies d'échelle et réduire au maximum les pertes. «Cette unité de la FNGN met à la disposition des membres

Hermann Togo

Membre de l'Unité d'appui agro-économique (UAAE) de la Fédération nationale des groupements Naam (FNGN), au Burkina Faso. Responsable du programme Conseil à l'exploitation familiale (CEF) au sein de l'UAAE.

«Naam» signifie pouvoir

C'est Bernard Lédéa Ouedraogo a mis sur pied le premier groupement Naam en 1967. Tirant les leçons de l'échec de l'organisation des coopératives paysannes, il s'inspire du fonctionnement du «Kombi-Naam» - une forme associative traditionnelle dont l'objectif est l'intégration sociale des jeunes par le travail et la fête -, pour organiser le monde rural. «Naam» signifie «pouvoir». L'objectif principal est de responsabiliser le groupe sur ses problèmes et l'amener à se prendre en charge. Depuis sa création, la Fédération a pour principaux challenges d'aider les adhérents à maîtriser leur environnement et à assurer leur autosuffisance alimentaire par le renforcement d'un réseau de greniers de sécurité alimentaire.

des semences de base et certifiées pour la production hivernale et des semences maraîchères ainsi que des engrais. Elle facilite la distribution des produits dans les grands centres urbains du pays tels que Ouagadougou, Bobo et Ouahigouya», précise Hermann Togo.

Ces innovations sont diffusées grâce à différents pôles de formation. Hermann Togo explique que «l'Unité d'appui agroéconomique à l'exploitation familiale accompagne les producteurs au niveau des systèmes et techniques de production, et au niveau des aspects économiques internes». Entre autres, lui et son équipe de conseillers et d'animateurs interviennent à différents niveaux pour donner des formations, assurer un suivi individuel, sensibiliser ou organiser des activités thématiques.

Un partenaire indispensable pour l'État ?

Grâce à sa solide structure organisationnelle, la FNGN est un moteur du développement rural au Burkina Faso. En facilitant l'accès aux facteurs de productions (techniques agroécologiques, financements, connaissances,

etc.), en organisant la commercialisation et surtout en responsabilisant et en formant les producteurs et leur famille pour qu'ils puissent faire face collectivement aux obstacles qui les empêchent d'avancer, la FNGN est devenue un acteur incontournable du mouvement paysan burkinabè.

C'est pourquoi, aujourd'hui, l'État considère la FNGN comme un partenaire stratégique. Pour Hermann Togo, «la Fédération constitue une opportunité pour les structures de l'État de faire la promotion de nouvelles technologies agricoles (semences, essais variétaux). La Fédération travaille aussi chaque année sur plusieurs projets de recherche avec l'Institut national pour l'environnement et la recherche agricole (Inera). Bien qu'elle ait d'abord été vue comme une structure s'opposant aux actions de l'État, les relations entre l'État et la FNGN ont beaucoup évolué. À l'heure actuelle, au regard de notre importance sur le terrain, la FNGN est vue comme un partenaire avec lequel collaborer pour avoir plus d'impacts. La Fédération joue pleinement son rôle d'acteur de développement».

Propos recueillis par Nel Van Slijpe



À lire

«Dynamiques paysannes» n°35. L'impact réel d'un réseau de greniers de sécurité alimentaire, Le cas du nord du Burkina Faso sur www.sosfaim.org

WALLONIE

Dépasser le «small is beautiful»

Rédaction: Emmanuel De Lœul

Dans cet article

Terre-en-Vue
(www.terre-en-vue.be)

La Cuisine des champs
(www.lacuisinedeschamps.com)

Ceinture Aliment-Terre
(www.catl.be)

Les terres nourricières sont un bien commun. À ce titre, la responsabilité en incombe à une collaboration entre État, acteurs privés et citoyens. Voilà ramassée en une formule le postulat de base et l'approche stratégique de Terre-en-Vue.

La coopérative Terre-en-Vue (soutenue par une association et une fondation du même nom) met en œuvre un modèle économique hybride: ni nationalisation ni privatisation des terres, mais une sorte d'entre-deux qui relèverait d'une économie de la collaboration plutôt que de la concurrence.

«À Saint-Gérard (Mettet), les fermes en biodynamie des frères Jacquemart louent des terres

dont certaines appartiennent à une famille en situation d'héritage, explique Maarten Roels, l'un des cofondateurs de Terre-en-Vue. La succession porte sur 22 héritiers. Les agriculteurs n'ont aucune garantie que les terres concernées ne seront pas mises en vente, en tout ou en partie, à court ou moyen terme. Or, ces terres sont indispensables aux exploitations, qui fonctionnent en biodynamie et sont quasi en autosuffisance fourragère. Etant donné



l'âge des fermiers et le coût moyen de la terre dans la région, il leur est impossible d'envisager de s'endetter pour les acquérir sans mettre à mal la transmissibilité des fermes. Il leur faudrait déboursier une somme estimée à 250 000 euros pour acquérir 15 hectares.»

Lien social plutôt que dividende

Les frères Jacquemart ont donc fait appel à Terre-en-Vue. C'est la première fois que la coopérative travaille de façon « préventive ». Un groupe local de coopérateurs a été constitué, suite à des séances d'information. Ayant bénéficié d'une formation, ce noyau dur local assume toutes les responsabilités du projet dont il a la charge : trouver de nouveaux coopérateurs, collecter l'épargne, communiquer. Les agriculteurs doivent être eux-mêmes coopérateurs du projet. À ce stade, 21% de la somme requise ont été récoltés.

Dans la coopérative Terre-en-Vue, pas de dividende au sens classique. « La logique du dividende mène à l'autodestruction, affirme Maarten Roels. Le "dividende" propre à Terre-en-Vue est bien plus élevé et presque immatériel : ce sont les fêtes organisées dans les fermes que nous soutenons, les relations sociales qui s'y créent, la disponibilité des espaces des fermes pour certains événements des coopérateurs. »

Politiques publiques à la remorque

La première urgence politique, selon Terre-en-Vue, est de mener une campagne sur la nécessité de plafonner le prix des terres agricoles. « Le loyer officiel de la terre agricole est déterminé selon un calcul aujourd'hui complètement dépassé, estime Maarten Roels. Une commission provinciale du fermage applique un coefficient au revenu cadastral de la terre. Mais le revenu cadastral n'a rien à voir avec ce que peut produire une terre. Et le coefficient fait l'objet de négociations qui relèvent du marchandage. L'un de nos projets actuellement est de développer un algorithme qui permette de déterminer les barèmes de location de nos terres selon une série de critères : besoins financiers de la coopérative, chiffre d'affaires et taille de la ferme, qualité de la terre, etc. »

Le projet Terre-en-Vue est jeune (l'association a trois ans) et, de l'aveu même de Maarten Roels, son action est anecdotique au regard des enjeux : « Quarante-trois fermes disparaissent chaque semaine, rappelle-t-il, tandis que nous soutenons trois nouveaux projets par an. » Pour autant, les campagnes de collecte de parts de coopérateurs montrent un intérêt marqué de citoyens pour un investissement de proximité, porteur de sens et de collaboration avec les producteurs. Du côté des pouvoirs publics, « on manifeste beaucoup d'intérêt mais, bizarrement, les soutiens ne suivent pas », note Maarten Roels.

Recréer une agriculture de proximité.

Illustration © Philippe de Kemmeter.

La concurrence déloyale constitue le principal obstacle à l'essaimage du modèle.

Les agriculteurs n'ont aucune garantie que les terres concernées ne seront pas mises en vente.

Au moment de notre entretien, début juin 2015, les trois salariés de Terre-en-Vue étaient sous préavis conservatoire, faute de décision quant à un renouvellement de subside. À défaut de soutien public, Maarten Roels envisage de développer des projets bénéficiaires, comme l'installation d'une éolienne, afin de fonctionner en autofinancement. *«Une autre piste, que nous explorons pour le moment, explique-t-il, serait de bénéficier du soutien financier de riches familles ou entreprises, certaines "ont la fibre".»*

Circuit court avec intermédiaire

La Cuisine des champs (www.lacuisinedeschamps.com) a été créée à Noville-les-Bois (au nord-est de Namur) en 2014 pour transformer les produits issus de l'agriculture biologique locale et fournir en alimentation durable écoles, maisons de repos, crèches et bureaux. Une cuisine de 1200 m² prépare 1100 repas par jour et sera capable, à terme, d'en fournir 6 000 à 7 000 quotidiennement.

Pour le producteur, cette solution est intéressante lorsqu'elle lui épargne un investissement qu'il n'est pas toujours prêt à consentir. Ainsi de ce producteur d'asperges situé en Hesbaye qui se demandait comment écouler ses produits non-calibrés. *«Nous lui avons proposé de les transformer en potage et en risotto afin qu'il puisse les vendre dans son magasin à la ferme en toute tranquillité, explique Jeanne Collard, directrice opérationnelle. Nous sommes équipés, nous avons le savoir-faire et nous respectons les règles de l'Afscsca en matière d'hygiène et de conservation des aliments.»*

Le prix de vente des surplus est aussi un aspect important de la viabilité de son activité pour le producteur local. La Cuisine des champs n'est pourtant pas une coopérative, il s'agit d'une société commerciale au capital familial. Les fournisseurs n'en sont pas partie prenante et n'ont aucune influence sur la politique des prix d'achat. C'est un cocktail de logique partenariale, d'intérêt bien compris de chacun et de valeurs des actionnaires qui fait la politique d'achat équitable de La Cuisine des champs.

Cocktail équitable

Lorsque des maraîchers cherchent à vendre leurs surplus sans perte financière, La Cuisine des champs y voit l'occasion de constituer une réserve de légumes en conserves ou d'adapter ses menus de saison.

«Nous cherchons à établir des relations de partenariat avec les producteurs locaux: on cherche des solutions ensemble, explique Jeanne Collard. Par exemple, nous avons besoin de haricots frais locaux. J'ai rencontré il y a deux mois un producteur de haricots destinés à la surgélation qui souhaitait diversifier ses débouchés. Il ne peut évidemment pas en produire en toute saison: nous avons donc anticipé et adapté nos menus aux dates de récoltes. En échange, il s'engage à fournir les quantités dont nous avons besoin au jour près! Nous avons réalisé un aménagement réciproque d'agendas.»

Le modèle ne fonctionne pas dans tous les cas, certains producteurs ayant des structures de prix qui rendent leurs produits inabordable pour La Cuisine des champs. *«Le débouché que nous offrons aux producteurs n'est qu'une possibilité parmi toutes celles qui existent déjà, explique Jeanne Collard. Produire en masse pour un seul acheteur apparaît de moins en moins comme une option soutenable pour les producteurs.»*

La durabilité de l'éthique? *«Les détenteurs du capital – deux couples, à l'origine – ne sont pas gourmands en bénéfices, explique Jeanne Collard. Ce sont les actionnaires – dont elle fait partie – qui ont transmis ces valeurs à l'entreprise: circuits courts, respect de l'alimentation et des fournisseurs, qualité, durabilité. Ça rapporte moins et ça nécessite énormément de relations sociales avec les fournisseurs. Mais nous ne cherchons pas à être cotés en Bourse. Une convention d'actionariat impose l'accord des actionnaires en cas de désir de vente d'actions de la part de l'un ou l'autre.»*

Tax-shift «durabilité»

La concurrence déloyale constitue le principal obstacle à l'essaimage du modèle de La Cuisine des champs. Qu'elle se manifeste à travers la pub ou dans la constitution du prix des aliments.

«Certains vantent les produits bio qui serviraient de base aux repas qu'ils fournissent sans bénéficier d'aucune certification bio, regrette Jeanne Collard. En soi, c'est illégal et nous les signalons au ministère des Affaires économiques lorsque nous y sommes confrontés dans un marché public. Mais lutter contre le marketing de l'agro-business, en général, semble quasi hors de portée.»

En outre, les prix de l'agroalimentaire classique apparaissent anormalement bas aux yeux de la directrice de La Cuisine des champs. Selon elle, son entreprise et le secteur de l'alimentation durable n'ont pas tant besoin de soutiens financiers directs que d'une réforme de la taxation: «*Un pas dans la bonne direction consisterait à détaxer les fruits et légumes et à taxer le transport de produits alimentaires venus de l'autre bout de la planète.*»

Ceinture citoyenne

On connaît les groupes d'achat solidaire et les groupes d'achats collectifs, qui associent citoyens-mangeurs et producteurs locaux (bio). On sait aussi l'une ou l'autre de ces entreprises d'insertion socioprofessionnelle actives dans les métiers du maraîchage ou de la restauration. Qu'il y ait des centres de recherche universitaires qui planchent sur l'économie sociale et solidaire ou sur les dynamiques citoyennes porteuses de changement n'étonnera pas grand monde. Que de telles dynamiques citoyennes existent ne fait aucun doute non plus.

Que tous ceux-là se connaissent, se parlent, voire réfléchissent ou, encore, travaillent ensemble, voilà qui est moins évident. C'est de ce constat qu'est née en 2013 l'initiative Ceinture Aliment-Terre (www.catl.be) en province de Liège. «*Au départ, des gens impliqués dans Liège en transition¹ se sont retrouvés frustrés de l'échelle trop locale et du faible éventail d'acteurs de cette dynamique*», explique Christian Jonnet, porte-parole de Ceinture Aliment-Terre.

Ceux-là ont constitué l'embryon d'une démarche plus large dont l'objectif est de faire croître significativement la part de produits alimentaires locaux consommés en province de Liège. La stratégie consiste à rassembler des acteurs différents, à identifier les chaînons manquants et à soutenir la création de projets concrets.

«*Tout processus de transformation en système socio-technique bute sur des verrouillages*, explique Christian Jonnet. *En travaillant avec des chercheurs, nous avons pris conscience de la pertinence de s'appuyer sur les acteurs d'un territoire plutôt que sur des filières: cela permet de dégager de nouveaux consensus.*»

1 Déclinaison liégeoise d'un mouvement international d'initiatives citoyennes visant à engager les territoires locaux dans une économie décarbonée.

Pistes d'alternatives

Construire des ponts entre la coopération au développement et l'économie sociale et solidaire

C'est l'ambitieux objectif d'un projet européen d'éducation au développement auquel participe SOS Faim Belgique. Guidée par les principes de solidarité, de démocratie, de finalité collective, de primauté des personnes et de gestion des ressources, l'économie sociale et solidaire (ESS) a fait ses preuves. En Belgique et en Europe, les initiatives foisonnent dans tous les secteurs d'activité et sous toutes les formes: coopératives, associations, mutuelles, etc. Simultanément, la coopération au développement, à l'initiative des ONG, des gouvernements ou des institutions, soutient également certaines actions d'ESS dans les pays en développement. Ces initiatives au Nord et au Sud se croisent rarement. Ce projet financé par l'UE, qui s'inscrit dans l'Année européenne du développement, vise à renforcer l'ESS dans la coopération au développement.

Plus d'infos: www.sosfaim.org/be/eduquer/socialeconomy

notre monde
notre dignité
notre avenir



L'un des projets directement issus de la dynamique citoyenne de Ceinture Aliment-Terre est la coopérative Compagnons de la Terre, portée sur les fonts baptismaux en janvier 2015. Elle vise à mettre en œuvre un modèle agricole innovant, basé sur l'agroécologie et les circuits courts, et associant une dimension participative. Concrètement, mangeurs, coopérateurs et producteurs sont invités à expérimenter de nouvelles collaborations afin de pallier la pénibilité le manque de rentabilité du travail de producteur-transformateur.

La dynamique citoyenne de la Ceinture Aliment-Terre a été soutenue financièrement par les pouvoirs publics à ses débuts. Plus aujourd'hui. «*Les pouvoirs publics ne comprennent pas l'intérêt qu'il y a à soutenir cette dynamique d'acteurs territoriaux*, analyse Christian Jonnet. *Mais nous ne sommes pas dans une logique de subsides. Nous laissons les choses se faire à leur rythme. Pour le moment, le temps consacré par chaque participant constitue une forme d'auto-investissement dans la dynamique. Le processus est autogéré et continue principalement à faire du lien entre les divers projets impliqués.*»

Déjà mythique alors qu'elle s'ébroue à peine, cette dynamique territoriale et citoyenne fait des émules autour de Ath, Louvain-la-Neuve et Bruxelles. ♦

Dans
la coopérative
Terre-en-Vue,
pas de dividende
au sens
classique.

analyse

Santé publique contre brevets privés

Rédaction: Miguel Mennig

Au même titre que d'autres libertés fondamentales, le droit à la santé fait bel et bien partie des droits de l'homme et est repris dans de nombreux traités internationaux. Parmi les éléments importants de ce droit figure l'accès aux médicaments essentiels, comme le rappelle l'Organisation mondiale de la santé (OMS). En réalité, la disponibilité de ceux-ci est encore trop souvent compromise dans les pays en développement.

L'Inde va-t-elle céder aux menaces ?

En 2015, l'ONG Médecins du Monde déposait une opposition au brevet sur le Sofosbuvir, un traitement de 12 semaines contre l'hépatite C, facturé en France par le laboratoire Gilead au prix de 41 000 euros. Selon l'OMS, 150 millions de personnes dans le monde sont porteurs de ce virus. Mdm reconnaît la valeur thérapeutique de la molécule mais en réfute le caractère innovateur justifiant un brevet. Si cette action légale aboutit, la version générique serait produite pour moins de 100 €. Un recours légal semblable avait été lancé avec succès en Inde, la « pharmacie des pays en développement ».

Manque d'établissements et de personnels de santé, déficiences dans les systèmes de distribution, gestion inefficace ou budgets insuffisants, les facteurs explicatifs sont multiples. Ainsi, l'ensemble des pays africains s'étaient engagés en 2001 (Déclaration d'Abuja) à consacrer au moins 15 % de leurs budgets au secteur de la santé, une allocation déjà inférieure aux besoins réels. Dix ans plus tard, seuls six d'entre eux ont respecté cet engagement.

Le coût des produits pharmaceutiques pèse de plus en plus dans les dépenses de santé mais ce facteur ne peut pas être imputé aux nations africaines, elles qui ne produisent que 3 % de leur consommation en la matière.

Or, selon les données de l'OMS, les produits pharmaceutiques représentent une part prépondérante des dépenses de santé dans les pays en développement, et en particulier pour les plus démunis, quand ils peuvent se le permettre. Selon un rapport récent de Médecins sans frontières (MSF), « *il est aujourd'hui 68 fois plus cher de vacciner un enfant dans les pays les plus pauvres qu'en 2001. De nombreux pays n'ont pas accès aux vaccins les plus récents – et les plus chers* ». C'est le cas du vaccin contre la pneumonie, responsable de la mort de un million d'enfants chaque année. Une des raisons de ces prix élevés est le manque d'informations publiques sur le coût réel de ces vaccins.

Cette augmentation des dépenses pour les médicaments, on la constate aussi dans la plupart des pays de l'OCDE. C'est donc une

question majeure, ici comme ailleurs, d'autant que tous les budgets sociaux, celui de la Santé en premier lieu, sont partout soumis à des contraintes économiques sévères au nom de la maîtrise des dépenses publiques.

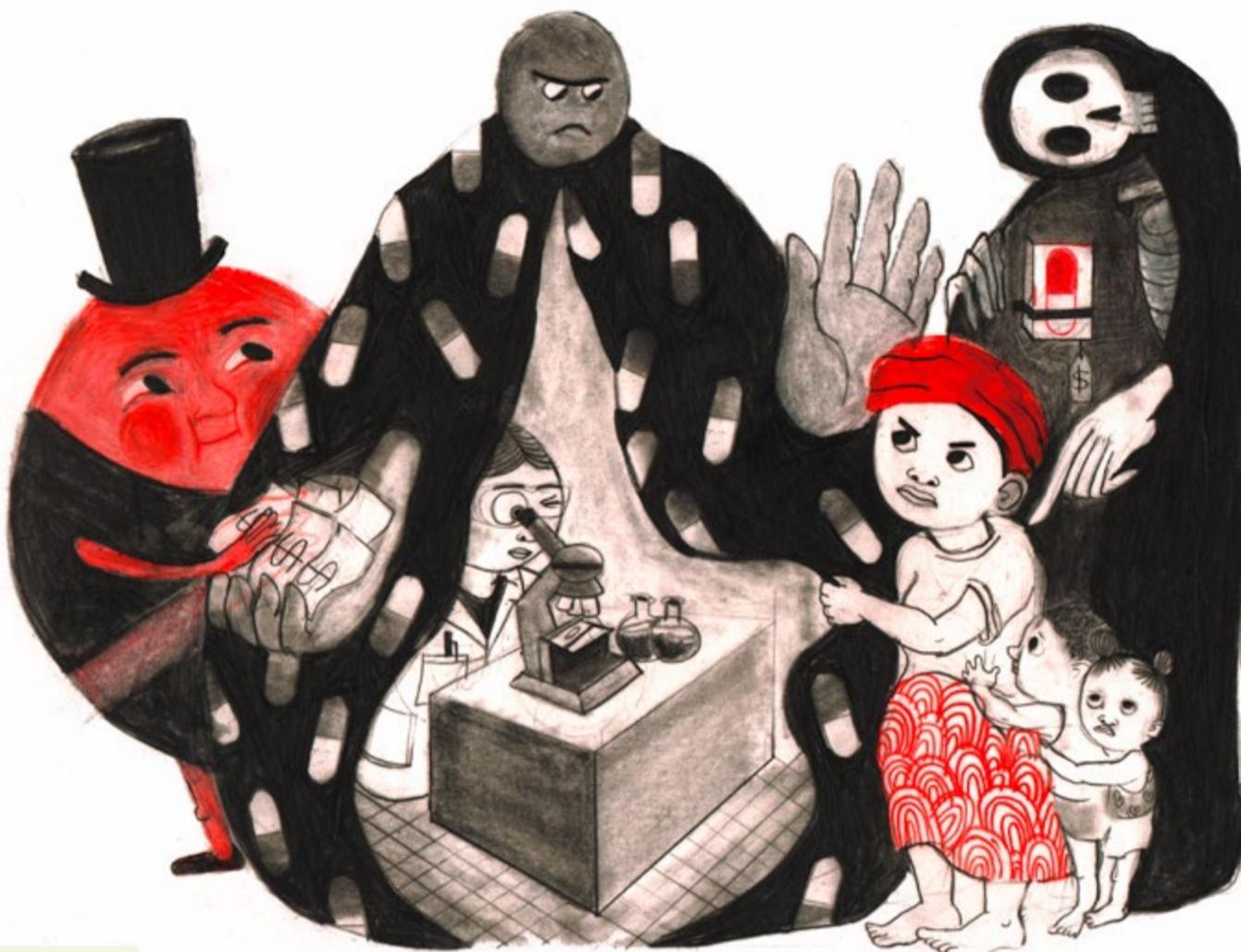
Une opacité savamment entretenue règne sur le prix effectif des médicaments. Ce n'est pas la meilleure façon d'étouffer les questions. Bien au contraire, l'opacité les multiplie.

Des brevets injustifiés

Quels mécanismes président en fait à la fixation du prix des médicaments ? Dans le système quasi universel de marché, c'est celui-ci qui détermine les prix en fonction des règles de l'offre et la demande. Les génériques obéissent à celles-ci et les consommateurs bénéficient alors d'une mise en concurrence des producteurs qui fait chuter leurs prix. Mais il n'en va pas de même des médicaments ayant obtenu un brevet, ce qu'on appelle les *princeps*. Ce brevet est accordé légalement à certaines molécules dans le cadre d'une politique censée favoriser l'innovation et les investissements absolument nécessaires en recherche et développement (R&D).

Encourager l'innovation ou au contraire l'entraver en empêchant des recherches concurrentes ? Pour l'économiste américain Joseph Stiglitz, les droits de propriété intellectuelle (DPI) n'auraient jamais dû figurer dans les règlements de l'OMC, dans la mesure où la connaissance n'est pas un bien privé mais





Le coût des produits pharmaceutiques pèse de plus en plus lourd.

Illustration © Valentine Gallardo.

Mais ce pays se trouve aujourd'hui sous les feux croisés de l'industrie et de son protecteur, le gouvernement américain, pour appliquer les droits de propriété intellectuelle sans jamais poser la santé publique comme un axe prioritaire. L'Inde pourrait bien céder aux menaces américaines de sanctions commerciales, privant de ce fait nombre de pays des génériques indispensables.

un patrimoine public contribuant au développement de l'humanité. Plutôt que d'octroyer brevets et monopoles, il propose un système de recherche publique et de prix conséquents octroyés aux découvertes, qui permettraient à celles-ci de rester dans le pool de connaissances ouvertes à tous les chercheurs. Il remarque aussi que la propriété intellectuelle est bien malmenée quand il s'agit des PVD. Ainsi, les États-Unis se sont-ils refusés à signer une convention protégeant la biodiversité, ce qui aurait forcé les labs américains à payer pour l'utilisation de matériel génétique des pays du Sud.

Estimations floues

Pour défendre l'octroi de brevets, l'industrie pharmaceutique invoque des investissements colossaux, de l'ordre de 800 millions à 2,6 milliards de dollars par médicament. Ces estimations, aussi floues soient-elles, permettront ensuite aux laboratoires de justifier des prix publics élevés et, si le brevet est accordé, interdisent la concurrence de génériques pendant 20 ans.

Qu'en est-il de ces données chiffrées dont les éléments restent délibérément confidentiels? La bible du libéralisme, *The Economist*, avoue son scepticisme¹. Pour sa part, MSF

note ironiquement que croire à de telles estimations revient à croire que la Terre est plate. Quant à Mariana Mazzucato, professeur d'économie à l'université de Sussex et spécialisée dans le domaine des technologies, elle souligne combien les firmes dites innovatrices, comme celles de la Silicon Valley ou des biotechnologies, ont immensément bénéficié de recherches publiques, financées par les impôts des citoyens. L'algorithme de recherche de Google, l'iPhone, les écrans tactiles, le GPS, des molécules biochimiques, autant d'innovations qui ont largement exploité les découvertes d'organismes publics². Le rôle de l'État reste donc fondamental dans la recherche, quoi que prétendent ceux qui en appellent à son obsolescence.

Socialiser les risques, privatiser les bénéfices

Mais alors que l'État assume souvent les risques les plus importants en développant la recherche fondamentale, ce sont les entreprises qui en retirent les bénéfices, souligne Mazzucato. « *Il faut repenser la répartition des bénéfices générés par l'innovation. Nous*

new-cost-estimate-new-medicines-met-scepticism-price-failure

2 Que ce soit au sein de centres universitaires subsidiés ou d'agences dépendant des ministères de la Défense, de l'Énergie, de la Recherche ou de la Santé. Le site de Mazzucato aborde longuement ces questions. <http://marianamazucato.com/>

1 <http://www.economist.com/news/business/21635005-startling->

De nombreux acteurs de la santé en Afrique plaident pour la production de médicaments sur le continent.

socialisons les risques mais privatisons les bénéfices.» Logiquement, l'État, les contribuables devraient voir une part de ces bénéfices leur revenir puisqu'ils ont participé à leur financement. Mais c'est bien l'industrie pharmaceutique qui accapare tous les rendements, tout en les facturant au prix fort aux consommateurs doublement lésés.

Elle s'en justifie en arguant qu'elle prend tous les risques, ignorant quelles recherches seront concluantes pour définir une nouvelle molécule. Pour Marcia Angell³, les nouveaux médicaments dont se prévalent les laboratoires ne sont pour la plupart que des variations ou reliftings de molécules déjà sur le marché, mais sûrement pas des innovations justifiant l'attribution de brevets et de monopoles juteux. Nombre d'experts font aussi remarquer que les marges bénéficiaires planétaires de l'industrie pharmaceutique sont systématiquement supérieures à celles en cours dans les autres secteurs et n'évoquent guère des entreprises «à risque». Rappelant les sommes exorbitantes prétendument consacrées à la recherche, John Virapen⁴ constate d'expérience qu'elles se bornent souvent à racheter les découvertes des laboratoires publics pour des sommes ridicules. Lui et bien d'autres analystes estiment que les budgets de marketing sont de deux à trois fois supérieurs à ceux de la recherche. Marketing particulièrement convaincant puisque depuis l'invention des antidépresseurs, le nombre d'Américains atteints de troubles psychiatriques nécessitant de telles molécules a explosé! Et Virapen de remarquer que lorsque l'industrie n'invente plus de nouveaux médicaments, elle invente de nouvelles maladies; sa mainmise sur l'ensemble de la chaîne médicale assure ensuite le suivi, depuis les représentants en visite chez les médecins jusqu'aux «experts» scientifiques prêtant leur plume intéressée.

Jouer sur les rapports de force

Est-il dès lors pertinent que, sous prétexte de protéger et d'encourager «l'innovation», ce secteur industriel bénéficie de DPI et de brevets lui permettant d'échapper aux règles concurrentielles du marché? Et ce

³ Première femme à diriger le *New England Journal of Medicine* et enseignante à la Harvard Medical School, elle est aussi l'auteur de plusieurs livres, dont *La vérité sur les compagnies pharmaceutiques*.

⁴ Ancien directeur de la branche suédoise de Elly Lilly, ce «repenti» dénonce les pratiques scandaleuses des labos pharmaceutiques dans un livre brûlot, *Médicaments, effets secondaires, la mort*.

alors même que la rhétorique des marchés «libres» est omniprésente et que les traités transpacifique et transatlantique risquent de renforcer encore les DPI et les menaces contre les États osant les remettre en question. Ceux-là mêmes qui brandissent la bannière idéologique du libre commerce sont ceux qui bénéficient d'exceptions anticompetitives, oligopolistiques en contradiction avec une politique de santé publique! Bien sûr, les enjeux financiers liés aux DPI sont faramineux. Le Bureau des brevets américain les chiffre, pour les États-Unis, à cinq mille milliards de dollars.

Il est vrai que l'accord sur les DPI (Adpic) prévoyait pour les pays du Sud des flexibilités permettant de contourner les brevets. Ainsi, en situation «d'urgence nationale», un État peut-il décider de s'approvisionner en génériques sur un marché extérieur ou encore recourir aux *licences obligatoires* lui permettant de produire ces génériques pour le marché intérieur. Mais ces flexibilités sont souvent remises en question par des traités commerciaux bilatéraux ou multilatéraux (comme le TTIP) qui permettent aux entreprises transnationales d'imposer leurs règles de jeu.

Comment les pays en développement ou les organisations humanitaires pourraient-ils négocier sérieusement à l'aveugle avec des laboratoires barricadés dans leurs DPI? Le rapport de force joue clairement en faveur des multinationales pharmaceutiques. Mais il peut être modifié lorsqu'une campagne internationale est menée et mobilise l'opinion publique mondiale. Qu'on se rappelle celle qui fut coordonnée avec succès pour abaisser significativement le prix des rétroviraux contre le sida et les rendre accessibles à tant de malades qui en étaient privés jusqu'alors. Leur prix est alors descendu de 10 000 dollars par an pour le médicament de marque à 360 pour l'équivalent générique!

Une priorité: la souveraineté sanitaire équitable

Face à cette politique de prix exorbitants, le succès des médicaments contrefaits s'explique facilement, même si d'autres facteurs interviennent.

Un article d'*Afrique Renouveau*, publication de l'ONU, révélait l'ampleur du problème⁵.

⁵ <http://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/mai-2013/médicaments-contrefaits-un-problème-de-santé-en-afrique>

«Le commerce mondial de médicaments de contrefaçon, qui pèse un milliard de dollars, se porte bien en Afrique. Les médicaments contrefaits et de mauvaise qualité inondent les marchés. Se rendre à la pharmacie, c'est un peu jouer à la roulette russe. Choisir la mauvaise boîte peut vous coûter la vie.»

Une réunion d'experts s'est tenue récemment à Dakar (mai 2015). Papa Amadou Dièye, directeur général de la Pharmacie du Sénégal, parle d'une «industrie assassine en plein essor» en Afrique. Selon l'OMS, le commerce des médicaments contrefaits cause près de 100 000 décès par an sur ce continent. Une autre étude (*American Journal of Tropical Medicine*) impute la mort de 122 350 enfants africains à de faux antipaludéens, et ce rien que pour l'année 2013.

De nombreux acteurs de la santé en Afrique plaident pour la production de médicaments sur le continent. Alors que la consommation médicamenteuse est en progression constante et que l'Afrique représente le second marché le plus dynamique après l'Asie-Pacifique, elle doit encore importer 95% des médicaments consommés. C'est pourquoi le Dr Mamadou Diallo, directeur régional d'Onu-

sida pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale revendique «l'indépendance en matière d'accès aux médicaments». Selon lui, il est possible de créer un large marché régional pour le secteur en utilisant les compétences locales.

Cette indépendance par rapport aux géants pharmaceutiques semble d'autant plus impérieuse que ces derniers s'intéressent peu au marché africain. Selon les données reprises par Oxfam, «entre 1999 et 2004, seules trois molécules innovantes ciblant des maladies qui affectent les pays tropicaux ont été mises sur le marché, sur un total de 163 médicaments».

Mais quelles que soient les mesures prises à l'encontre des firmes pharmaceutiques, bien des pays doivent aussi impérativement procéder à une réforme substantielle du financement des soins médicaux. L'accès équitable pour tous à la santé exige une formule réaliste de couverture universelle basée sur la solidarité sociale, la mutualisation et la participation obligatoire de chacun, sous forme d'impôt ou autres contributions.

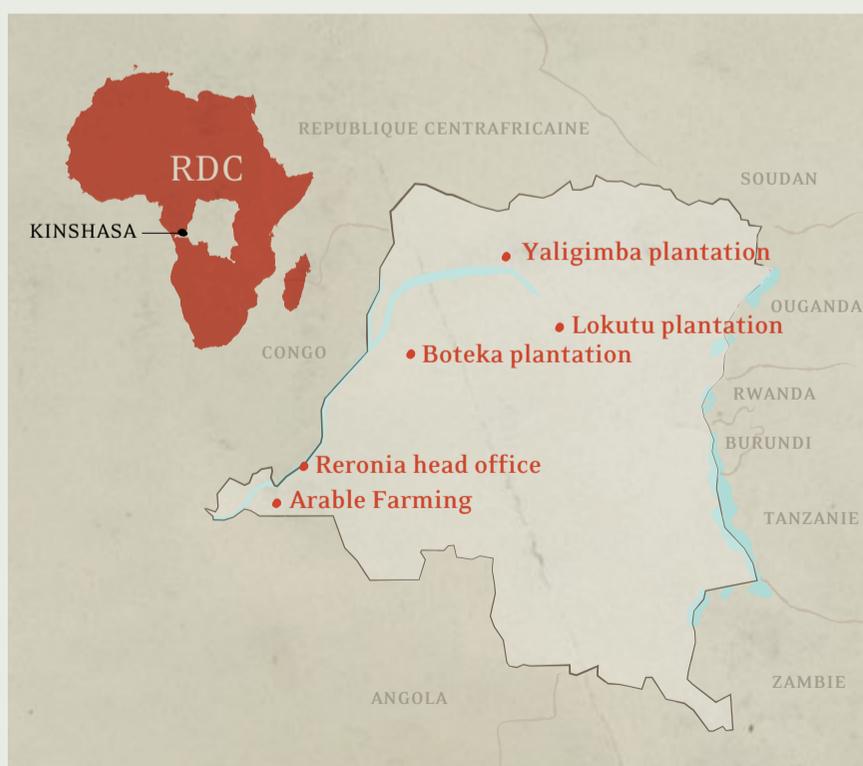
Il ne s'agit pas seulement de justice sociale mais aussi d'une condition déterminante du développement et de la lutte contre la pauvreté. ♦

« Pour défendre l'octroi des brevets, l'industrie invoque des investissements colossaux ».

agir



Agro-colonialisme au Congo



Un nouveau rapport dénonce les agissements de l'entreprise Feronia, une société privée financée par des grandes institutions financières de développement qui expulse les paysans de leurs terres.

La société agroalimentaire canadienne Feronia est accusée d'accaparement des terres et de violations des droits humains en République démocratique du Congo (RDC). Les leaders des communautés vivant sur les terres occupées – sur plus de 100 000 ha – par les concessions de palmiers à huile de Feronia Inc à Lokutu et Boteka affirment que les terres leurs ont été enlevées de façon illégale et qu'elles n'ont jamais donné leur consentement à l'installation de Feronia.

Feronia Inc. exploite des plantations et une grande ferme céréalière couvrant 120 000 hectares de concessions foncières en RDC. Ses concessions pour les palmiers à huile ont été rachetées à l'entreprise alimentaire transnationale Unilever en 2009...

À lire: www.sosfaim.org/be/news/agro-colonialisme-au-congo/

Publications de SOS Faim

Les jalons de la mobilisation

À côté de Défis Sud, d'autres publications de SOS Faim répondent à la mission d'information du public sur les réalités vécues par nos partenaires du Sud. Ces publications sont les premiers jalons de la mobilisation.



Dynamiques paysannes

Une publication consacrée au développement des organisations paysannes, de l'agriculture et du monde rural. En raison de l'importance économique et sociale de l'agriculture dans les pays du Sud, SOS Faim a toujours privilégié le secteur agricole dans ses actions de soutien. Derniers numéros parus :

- N°36 Les défis des éleveurs: le cas du Bénin en Afrique de l'Ouest
- N°35 L'impact réel d'un réseau de greniers de sécurité alimentaire: Le cas du Nord du Burkina Faso
- N°34 La nécessité d'un mouvement paysan fort en RDC



Zoom microfinance

Une newsletter consacrée à la présentation d'initiatives en matière de microfinance. Depuis 15 ans, SOS Faim appuie des programmes de microfinance et souhaite partager ses expériences. Derniers numéros parus :

- N°44 Le fonds de garantie, une réponse au risque de crédit agricole
- N°43 Effets de la réglementation en microfinance: le cas de l'Afrique de l'ouest
- N°42 Une microfinance de plus en plus verte: tendance lourde ou effet de mode?



Dajaloo

Se rassembler pour faire changer les choses! Le magazine qui donne cinq fois par an des idées pour agir au Nord et propose des articles abordables sur:

- Les grandes questions du petit monde du développement.
- Les prises de position et les projets de nos partenaires.
- Les actions de mobilisation de SOS Faim.
- Les actes à poser pour faire changer les choses.

Pour vous abonner gratuitement: cra@sosfaim.org

Les numéros sont consultables sur notre site web : www.sosfaim.org